L'OBSERVATION DES PARCOURS EN FORMATION ET EN EMPLOI :

ÉTAT DES LIEUX DES TRAVAUX DES CARIF-OREF

Réseau des CARIF OREF

Septembre 2013

AVANT-PROPOS

Depuis fin 2011, les Carif-Oref se sont regroupés en une association dont l'objet principal est de mutualiser et de gérer les outils et l'offre de services existants dans le réseau dans le cadre d'une organisation désormais structurée juridiquement.
Pour autant, le réseau des Carif-Oref (RCO) fonctionne déjà depuis plusieurs années en favorisant les échanges entre les équipes sur les champs de la formation et de l'emploi en matière d'information, d'observation, d'animation et de professionnalisation. Ces discussions ont pour thèmes de travail et de réflexion des questions d'intérêt régional, interrégional et national. Des liens ont été tissés à partir du résultat de ces échanges avec plusieurs acteurs nationaux comme le Céreq, la Dares, le Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie (CNFPTLV), le Centre d'analyse stratégique, le Centre Inffo...

La mise en place d'un groupe de travail sur l'analyse des parcours à partir de 2011 a découlé du constat que les Oref réalisent des études et développent de plus en plus d'outils d'analyse des parcours des individus : parcours d'orientation et de formation initiale, insertion post-formation initiale (voie scolaire ou apprentissage), accompagnement du parcours (ex : Parcours 3) ou observation des parcours professionnels, parcours dans un dispositif ou suite à un dispositif suivi (ex : Validation des acquis de l'expérience), publics spécifiques (personnes handicapées)...
Les travaux du groupe s'inscrivent dans la continuité de ceux des Troisièmes rencontres interrégionales Céreq - Dares - Réseau Carif-Oref qui se sont tenues à Rouen le 22 septembre 2011 sur le thème "Parcours en emploi et en formation, Quels enseignements pour l'action ?".

Qu'ils émanent d'une commande des pouvoirs publics (les services de l'État et de la Région), ou qu'ils soient le fruit d'une réflexion interne, les outils et les analyses s'appuient souvent sur des partenariats externes avec ces mêmes pouvoirs publics mais aussi avec les autorités académiques, les universités et leurs observatoires de la vie étudiante, quelques prescripteurs de formation ou Opca. Ils deviennent alors de fait des éléments incontournables d'une meilleure compréhension des relations formation-emploi régionales pour une aide à la décision en termes de politiques d'orientation et de carte des formations.

Fort de ce constat, le groupe s'était donné pour premier objectif de recenser les travaux, les pratiques et les outils, mis en place au sein du réseau par structure Carif-Oref en région, de connaître les modalités de partenariat lorsqu'elles existent et le contexte des commandes. Il s'agissait de mettre l'accent sur les spécificités, les modalités techniques, celles liées au partenariat, au financement, sur la dimension animation, avec qui les Oref travaillent et comment.
Un deuxième objectif, en valorisant le travail effectué par nos structures et le réseau par l'apport de l'observation longitudinale et des parcours professionnels, était aussi de contribuer à enrichir la réflexion sur le développement du champ de notre activité ; ceci notamment face aux échéances de fin ou de renouvellement des Contrats de projets État-Région (CPER).
Un dernier objectif était de penser les ateliers de travail et le présent document comme points d'appui pour un transfert de compétences au bénéfice de chaque Carif-Oref et des chargés d'études ou de mission responsables des dossiers sur les parcours professionnels tout au long de la vie.

La première partie du document aborde une approche globale des parcours, avec dans un premier temps, une proposition de définition du thème (dont on sait la complexité...) illustrée par un schéma explicatif. Dans un second temps, la place des travaux des Oref sur les parcours dans le paysage régional est précisée, avant de présenter les différentes méthodes existantes pour analyser les parcours (issues de données administratives, d'enquêtes d'insertion quantitatives ou qualitatives).
L'essentiel du document, dans sa seconde partie, est consacré à une approche détaillée du thème des parcours selon les trois thématiques travaillées dans le groupe : parcours d'orientation et de formation initiale, parcours d'entrée dans la vie active, parcours dans l'emploi. Chaque thématique fait l'objet d'une description des différentes catégories de travaux conduits en repérant les Oref concernés et leur façon de l'aborder ; thématique complétée et illustrée par quelques exemples réalisés en région.
Ces exemples, qui ne peuvent être exhaustifs, résultent d'un choix permettant à la fois de présenter des actions pérennes, d'autres ponctuelles, d'autres innovantes, cela dans un souci de présenter les travaux du plus grand nombre d'Oref possible.

Il est à noter que les présentations faites dans le document s'appuient sur les signalements des Oref qui ont bien voulu compléter un tableau de recueil des travaux conduits en région sur le thème de l'analyse des parcours ; une mise à jour des travaux réalisés sera effectuée régulièrement sur le site du réseau des Carif-Oref en visant l'exhaustivité des actions.

Sommaire

CHAPITRE 1 **L'analyse des parcours : de quoi parle t-on ?** 5

Partie 1 Une définition des parcours tout au long de la vie 6

Partie 2 L'apport des observatoires régionaux emploi-formation sur l'analyse des parcours 9
L'analyse des parcours, une des missions des Oref 9
L'analyse des parcours, un outil régional d'aide à la décision 9
L'analyse des parcours en région, un complément aux travaux nationaux 10

Partie 3 Les méthodes d'analyse des parcours 11
Les données administratives 11
Les enquêtes d'insertion quantitatives 12
Les enquêtes d'insertion qualitatives 14

CHAPITRE 2 **Exemples d'approche sur les parcours** 15

Partie 1 Parcours d'orientation et de formation initiale 17
Les parcours de formation des jeunes dans l'enseignement secondaire et supérieur 17
Les ruptures de contrat d'apprentissage 19
L'observation du décrochage scolaire 21

Partie 2 Parcours d'entrée dans la vie active 22
L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale 22
L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale par spécialité 26
L'insertion professionnelle des publics sortis de dispositifs spécifiques 28

Partie 3 Parcours dans l'emploi 29
Les mobilités professionnelles 29
Les parcours en formation continue 33
Les parcours d'insertion/réinsertion dans l'emploi 35

CONCLUSION 38

BIBLIOGRAPHIE 40

LISTE DES OREF AYANT PARTICIPÉ AU GROUPE PARCOURS 46

Chapitre 1

L'ANALYSE DES PARCOURS : DE QUOI PARLE T-ON ?

Les études sur les parcours des individus tout au long de la vie se sont fortement développées ces dernières années au sein des Oref. Elles participent à l'amélioration de la connaissance régionale sur les trajectoires des individus, que ce soit au cours de la formation initiale, au cours de la phase d'entrée sur le marché du travail ou au cours de la carrière professionnelle. Après avoir présenté la définition retenue par le groupe Parcours du réseau des Carif-Oref, le chapitre décrit quels sont les apports des Oref sur ce thème ainsi que les méthodes existantes pour analyser les parcours.

PARTIE 1 : Une définition des parcours tout au long de la vie

Il existe pléthore de définitions sur les parcours professionnels, les trajectoires de vie... Toutes ont leurs points forts et points faibles, s'inscrire dans l'une plutôt que dans une autre est extrêmement complexe. Cette question a toujours été abordée par les Oref, chacun explorant tel ou tel aspect particulier des parcours, en fonction de son programme de travail. Afin de donner à voir tous les travaux réalisés par les Oref sur cette thématique, centrale pour les pouvoirs publics, le groupe de travail du réseau des Carif-Oref a abordé le sujet des **parcours tout au long de la vie**, plutôt que de se limiter aux seuls parcours professionnels. Il s'agit donc de répertorier les travaux tant sur l'orientation, que la formation initiale et le parcours professionnel. C'est cette définition qui a présidé au travail du groupe.

Les parcours observés dans le cadre du groupe commencent donc dès l'**orientation** lors de la formation initiale. Le **parcours professionnel** est un cheminement qui s'observe à partir d'une entrée dans la vie active jusqu'à la retraite. Il est composé d'étapes successives et de phases de transitions entres ces étapes, le tout constituant une trajectoire allant jusqu'à la fin de carrière professionnelle. Ces étapes, plus ou moins nombreuses, plus ou moins longues, ont une cohérence propre, les plus courantes dans un parcours professionnel étant l'emploi et la formation.

Enfin, la formation fait partie intégrante des parcours professionnels puisqu'elle peut, en tant que **formation continue**, représenter une ou plusieurs phases du parcours professionnel, qui commence dès l'entrée dans la vie active.

Il semble donc assez naturel de travailler aussi sur ces aspects, en ne se limitant pas aux parcours professionnels mais en explorant l'entièreté des parcours des personnes, à la fois dans l'orientation, dans la formation initiale et, ensuite, dans l'insertion dans l'emploi et la vie professionnelle, avec ses séquences de formation continue, de réorientation, de réinsertion...

En considérant la globalité de ces parcours, et donc de ces mobilités entre différentes étapes de vie, l'idée est de mieux appréhender les différentes transitions que peuvent vivre les individus, sans toutefois prétendre être exhaustif.

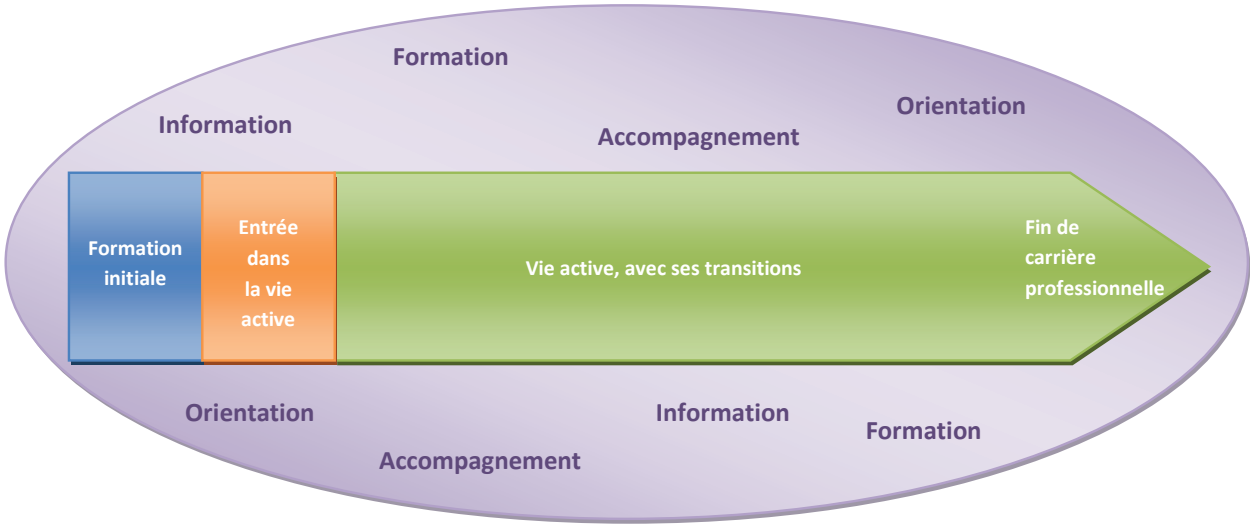
La vie professionnelle est un processus biographique qui se construit depuis l'entrée en activité jusqu'à la retraite en passant par tous les tournants de la vie (Hughes, 1958).

La transition professionnelle désigne "un enchevêtrement complexe de formation, d'emploi, de chômage, de mobilité, vécu par les individus et géré par un certain nombre d'institutions sociales." (Bouffartigue et al., 1989[2])

[1] Hugues E. C., Men and their Work, Glencoe, 111., The Free Press, 1958.

[2] Bouffartigue P., Lagree J.-C. & Rose J., "Jeunes : de l'emploi aux modes de vie. Point de vue sur un champ de recherches", Céreq, Formation Emploi, nº 26, 1989, p. 63-75.

Le parcours tout au long de la vie



Représenter les parcours tout au long de la vie, c'est donc articuler quatre grandes périodes de vie :

- la formation initiale ;
- l'entrée dans la vie active ;
- le parcours professionnel et les transitions au sein de ce parcours ;
- la fin de carrière professionnelle.

À tout moment de ces périodes et tout au long de la vie, différents types d'actions sont possibles, selon les dispositifs mis en place et auxquels les personnes engagées dans le parcours sont éligibles, les opportunités de vie, les aspirations personnelles, et de multiples autres facteurs :

- l'information ;
- l'orientation ;
- l'accompagnement ;
- la formation.

Les transitions, ou ruptures, ou encore réorientations, sont en fait le passage d'un état à un autre, au cours du parcours professionnel. Bien sûr, il est impossible de lister toutes les possibilités existantes, mais l'on peut toutefois recenser celles sur lesquelles les Oref sont amenés à travailler, suite aux sollicitations des acteurs publics. Même s'ils observent aussi les autres phases des parcours, travailler sur les transitions, c'est souvent la meilleure façon de voir et comprendre les mécanismes en œuvre. Les Oref, avec leur mission d'ensemblier de données, ont les moyens de faire ces explorations.

Exemples de champs d'études sur les transitions possibles au cours du parcours

Situation 1	Situation 2 : Emploi	Situation 2 : Chômage, inactivité	Situation 2 : Formation, certification
Emploi	Mobilités sectorielles, professionnelles et géographiques Promotion sociale et professionnelle Évolution professionnelle et technologique Création d'entreprise	Précarisation Risque d'exclusion sociale et professionnelle Départs anticipés Construction de projet Ruptures conventionnelles	Mobilité, reconversion Évolution professionnelle VAE (professionnelle et bénévolat)
Chômage, inactivité	Création d'entreprise Risque de déqualification et de précarisation Validation du profil et de l'expérience Réinsertion	Chômage de longue durée Récurrence du chômage Inactivité de longue durée Sortie du parcours professionnel	Objectif d'insertion professionnelle élargie Qualification VAE (professionnelle et bénévolat) Mise en œuvre d'un projet professionnel
Formation	Insertion professionnelle Création d'entreprise Socialisation	Décrochage scolaire Réorientation Réinterrogation du projet professionnel Temporisation (conjoncturelle)	Poursuite d'études Préqualification/qualification Adaptation au marché du travail, professionnalisation Découverte des métiers Orientation Sortants sans qualification et non-diplômés

Note de lecture

Les travaux d'analyse des difficultés d'insertion professionnelle des jeunes diplômés se situent dans une transition de la formation vers l'emploi.

PARTIE 2 : L'apport des observatoires régionaux emploi-formation sur l'analyse des parcours

L'analyse des parcours, une des missions des Oref

L'analyse des parcours des individus tout au long de la vie fait partie intégrante du champ d'observation des Oref. Elle participe à l'amélioration de la connaissance régionale sur les trajectoires des individus, que ce soit au cours de la formation initiale, au cours de la phase d'entrée sur le marché du travail ou au cours de la carrière professionnelle. La diversité des parcours à tous les âges de la vie, composés de séquences d'orientation, de formation et d'accès à l'emploi, rend d'autant plus nécessaire la réalisation de ce type d'études, notamment pour apporter des éléments d'informations à la problématique de la sécurisation des parcours professionnels.

Comme le montre l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) dans son rapport sur le rôle et le fonctionnement des Oref et des Carif[1], les études sur les parcours se sont fortement développées ces dernières années au sein des Oref. Elles couvrent désormais un nombre important de thématiques : les parcours scolaires post-bac, le décrochage scolaire, l'insertion professionnelle des jeunes sortis de formation initiale par la voie scolaire ou en apprentissage, le suivi des stagiaires de la formation professionnelle ou des bénéficiaires de contrats aidés, les mobilités professionnelles...

L'analyse des parcours, un outil régional d'aide à la décision

Les travaux des Oref sur les parcours représentent un outil régional d'expertise pertinent pour contribuer au pilotage et à l'évaluation des programmes et des politiques publiques d'orientation, de formation et d'emploi. Ils permettent notamment d'observer l'impact des différents dispositifs mis en place pour accompagner l'individu dans son parcours. Ces travaux sont régulièrement utilisés dans le cadre des Contrats de plan régionaux de développement des formations professionnelles (CPRDFP), dont l'objectif est de développer les formations professionnelles initiales et continues et d'apporter des réponses appropriées aux besoins des publics jeunes et adultes pour construire leurs parcours.

Cependant, les objectifs et l'utilisation des études sur les parcours peuvent varier selon les trois grands thèmes abordés dans le document : les parcours en formation initiale, les parcours d'entrée dans la vie active et les parcours en emploi.

L'observation des **parcours en formation initiale** permet de mettre en évidence le changement de situation des jeunes, qu'ils soient sous statut scolaire ou en apprentissage. Cela comprend aussi bien le passage d'une formation à une autre (ex. : passage entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur) que les ruptures qui peuvent intervenir en cours de formation (ex. : décrochage scolaire ou rupture de contrats d'apprentissage).

Ces analyses sont principalement utilisées dans le cadre des CPRDFP pour travailler sur la carte des formations. En effet, les études apportent des éléments de réflexion aux acteurs régionaux pour améliorer la cohérence dans les parcours des jeunes entre spécialités, entre niveaux de formation ou entre voies de formation, dans le but de développer des complémentarités au sein de l'offre de formation. Ces travaux permettent par exemple de mieux comprendre l'impact de la rénovation de la voie professionnelle avec le passage au bac pro en trois ans.

La mise en place récente d'études sur le décrochage scolaire et sur les ruptures de contrat d'apprentissage relève d'un autre type d'objectif. Elles ont pour but de mesurer quantitativement ces phénomènes et de mieux comprendre les difficultés rencontrées par les publics concernés. Ces éléments peuvent ensuite aider les acteurs régionaux à décider des meilleurs moyens de prévention contre les ruptures de parcours.

[1] Joly Benjamin, Puydebois Cédric, Thierry Michel, Enquête sur le rôle et le fonctionnement des Oref et des Carif : rapport de synthèse, Paris : Igas, Rapport de synthèse, 2010.

L'analyse des **parcours d'entrée dans la vie active** permet d'étudier les conditions d'accès à l'emploi des jeunes issus de formation initiale (voie scolaire, apprentissage, enseignement supérieur...) et de comparer leur insertion selon la filière suivie (diplôme, niveau et spécialité de formation...). Cette analyse apporte également des éléments d'éclairage sur la relation entre la formation suivie et l'emploi occupé. Il est à noter que les travaux des Oref sur ce thème peuvent couvrir des champs divers (scolaires, apprentis, jeunes issus de l'enseignement supérieur...) et des temporalités différentes (insertion à 7 mois, à 18 mois ou à 3 ans par exemple).

Dans le cadre des CPRDFP, les études de primo-insertion contribuent à l'évaluation, au pilotage et à la gestion des formations. En effet, les résultats de ces enquêtes sont utilisés pour définir une politique cohérente et efficace de formation afin d'aider les jeunes à s'insérer dans les meilleurs conditions.

L'étude des **parcours en emploi** permet d'observer l'ensemble des séquences qu'une personne connaît tout au long de sa vie professionnelle depuis le premier jour de la première activité au dernier jour de la dernière activité. Elle regroupe différents thèmes : les mobilités professionnelles, les parcours en formation continue et les parcours d'insertion/réinsertion dans l'emploi. Ce type de travaux permet par exemple de suivre le parcours des individus ayant bénéficié d'un dispositif d'aide à l'emploi ou de formation continue (contrats aidés, Congé individuel de formation (Cif), VAE, formation continue financée par le Conseil régional...).

Pour les acteurs régionaux, ces études s'inscrivent dans un contexte politique de sécurisation des parcours professionnels. Elles permettent, d'une part, de proposer une mesure de l'efficacité des dispositifs mis en place par les pouvoirs publics pour accompagner les individus dans leurs parcours professionnels et, d'autre part, d'adapter ces dispositifs ou d'en créer de nouveaux pour mieux répondre aux besoins des individus.

L'analyse des parcours en région, un complément aux travaux nationaux

De nombreuses études sur les parcours sont réalisées au niveau national. On peut citer par exemple les travaux du Céreq, de la Dares ou de l'Insee. Ces études apportent des informations nécessaires pour une meilleure compréhension des parcours des individus tout au long de la vie. Cependant, elles ne répondent pas nécessairement aux attentes des décideurs régionaux qui souhaitent connaître la situation à un niveau local. Le rôle des Oref est donc de mettre à disposition de ces acteurs des données régionales sur les parcours. Pour ce faire, les Oref réalisent souvent des études en partenariat avec des acteurs régionaux (Rectorat, Conseil régional, Direccte, Insee...) qui se basent sur des enquêtes définies au niveau national (enquêtes Iva-Ipa de l'Éducation nationale, enquête Génération du Céreq, Kit mobilité de l'Insee...), d'où une certaine complémentarité entre les travaux nationaux et les travaux régionaux. En outre, les résultats nationaux permettent d'avoir un élément de comparaison avec la situation régionale.

PARTIE 3 : Les méthodes d'analyse des parcours

Plusieurs méthodes de collecte de données sont utilisées afin de produire de l'information relative à l'étude des parcours de formation, d'insertion ou des mobilités professionnelles. On peut citer, d'une part, les études provenant des données administratives et, d'autre part, les enquêtes de cheminement ou de placement, qu'elles soient quantitatives ou qualitatives.

Au cours de la réalisation d'un travail d'analyse des parcours, souvent mené en partenariat, les Oref peuvent être associés à une ou plusieurs étapes de réalisation. Ils peuvent être producteurs de données ou simples utilisateurs. Ils peuvent ainsi être directement impliqués dans la construction et la passation d'une enquête, apporter un appui technique et méthodologique ou simplement être associés à la phase d'analyse, de rédaction ou d'animation.

C'est le contexte et la demande initiale (problématique, méthodologie, calendrier, coûts...) qui vont déterminer la méthode d'analyse des parcours qui sera retenue.

Les données administratives

L'observation des sources administratives permet de disposer d'informations sur la trajectoire de l'individu pendant qu'il est suivi dans un dispositif particulier. Ces données proviennent principalement de systèmes d'information construits pour assurer la gestion de dispositifs relatifs à la formation, aux politiques publiques (contrats aidés), aux suivis de publics spécifiques (jeunes, travailleurs handicapés, demandeurs d'emploi...), aux contrats de travail et aux salaires (Déclarations annuelles de données sociales - DADS).

Ces outils permettent d'accéder rapidement à un ensemble d'informations à un niveau géographique relativement fin et le plus souvent à un coût relativement faible. Toutefois, ces bases de données sont généralement conçues dans un objectif de gestion d'un dispositif, et non pour produire de l'information statistique ou pour travailler sur l'analyse des parcours de formation ou des processus de cheminement professionnel. De ce fait, ils permettent de connaître une situation à un instant donné, mais rarement d'approcher des éléments de parcours d'une personne au-delà du dispositif observé. Dans nombre de cas, ces outils permettent de recueillir des données se limitant généralement aux caractéristiques socio-économiques des individus, à la nature des actions suivies et au suivi périodique de leurs situations. Ils ne permettent pas toujours de disposer d'une situation de référence comme la situation en entrée de dispositif ou celle d'un groupe témoin (individus jugés similaires mais n'ayant pas bénéficié du dispositif en question) sur laquelle s'appuyer pour évaluer les effets du dispositif.

Les Oref qui sont amenés à exploiter des fichiers administratifs doivent souvent réaliser en amont un travail relativement lourd de contrôle, de mise en concordance, de codification statistique, voire d'appariement de données avant de disposer d'informations exploitables statistiquement. C'est le cas notamment lorsqu'il s'agit d'étudier les ruptures de contrats d'apprentissage (Gref Bretagne, Oref Languedoc-Roussillon, Crefor Haute-Normandie...), d'observer les parcours de stagiaires de la formation professionnelle à partir d'outils de gestion administrative et financière (Gip Carif-Oref Auvergne par exemple), d'analyser les parcours VAE à partir des données certificateurs ou des points information conseil (Crefor Haute-Normandie, Efigip Franche-Comté, Prao Rhône-Alpes...).

D'autres sources administratives plus adaptées en termes de contenu à l'analyse des parcours sont également mobilisées par le réseau des Carif-Oref. À l'exemple du travail réalisé par la Dares dans le cadre des jeunes entrés en Civis, certains Oref s'appuient sur les données issues de Parcours 3, application de gestion des missions locales, afin de produire des indicateurs sur la situation ou les parcours des jeunes suivis dans les Missions locales (Orefq Lorraine par exemple). D'autres utilisent le Kit mobilité de l'Insee afin d'aborder les problématiques des transitions professionnelles à partir de données DADS retravaillées par l'Insee (l'Oref de l'ARFTLV Poitou-Charentes, ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur, Prao Rhône-Alpes...).

La Dares, l'Insee et Pôle emploi ont apparié le Fichier historique (FH) des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi avec les DADS pour constituer le "FH-DADS". Son exploitation au niveau national permet un suivi long (sur cinq ans) des demandeurs d'emploi inscrits durant l'année 1999. Il vise une meilleure identification des reprises d'emploi au sein des motifs de sorties de listes. Une typologie des trajectoires permet de rendre compte de la diversité des trajectoires individuelles et analyse de manière approfondie la durabilité de l'emploi. Malgré la pertinence de ces travaux, ces données présentent des limites. La déperdition des demandeurs d'emploi s'élève à près de 30 % au bout de trois ans de suivi. L'utilisation de cet outil au niveau régional par les Oref, en partenariat avec la Dares, l'Insee et Pôle emploi, constitue un axe de travail potentiel.

Les enquêtes d'insertion quantitatives

Dans nombre de cas, à défaut de pouvoir disposer de données suffisantes pour observer les parcours et étudier leurs déterminants, on recourt à **des enquêtes d'insertion**. Celles-ci visent à analyser le devenir de personnes suite à une formation ou à un dispositif d'insertion en interrogeant les sortants. Au-delà de ces éléments factuels, elles apportent des informations d'aide à la décision et à la programmation d'actions de formation. Elles ont pour objectif :

- d'analyser les conditions d'utilisation des compétences sur le marché du travail ;
- d'informer et d'aider dans la construction des projets d'orientation professionnelle ;
- d'évaluer la part des sortants réels d'une filière en partant d'une cohorte ;
- d'analyser les relations entre la spécialité de formation et les métiers.

On distingue les **enquêtes de placement** des **enquêtes de cheminement**. Les premières visent à décrire une situation à un moment donné et les suivantes, plus dynamiques, tendent à retracer, sur une échelle de temps défini, un parcours (enquête longitudinale).

Les enquêtes de placement sont avant tout des photographies permettant de mesurer une situation d'insertion à un temps T, le plus souvent à la sortie d'un dispositif ou quelques mois après (par exemple, six mois après une sortie de formation). Elles permettent notamment de caractériser les situations d'emploi observées (type de contrat, durée, relation formation-emploi...) mais également, lorsque cela a été prévu, d'évaluer la durée entre la sortie de formation et l'emploi. Toutefois, elles ne reflètent pas les trajectoires qui conduisent à chaque situation observée. Elles sont généralement plus faciles à mettre en œuvre qu'une enquête longitudinale et moins détaillées (donc moins coûteuses). De nombreuses enquêtes de ce type existent, tant au niveau régional (par les organismes de formation ou des financeurs qui évaluent le devenir des personnes formées) qu'au niveau national, avec éventuellement une déclinaison à des niveaux régional et infrarégional.

Au niveau national par exemple, Pôle emploi et l'Agefiph mènent une enquête sur la situation vis-à-vis de l'emploi des sortants de formation rémunérés qu'ils financent. Fin 2011, la Dares a lancé une enquête en continu auprès des sortants de contrats de professionnalisation pour connaître les ruptures de contrat et la situation sur le marché du travail six mois après leur sortie.
L'enquête de placement de l'Afpa est réalisée chaque année auprès des sortants de formation six mois après la fin de leur formation. Ses résultats sont exploités sur les plans national et régional. Outre la description de l'emploi à six mois, elle mesure l'accès à l'emploi pendant les six premiers mois et décrit le poste trouvé. Une enquête de cheminement est réalisée tous les dix ans au niveau national sur un échantillon représentatif de sortants. Il s'agit d'une enquête rétrospective interrogeant des stagiaires deux à trois ans après leur sortie de formation, qui vise à apporter un éclairage sur les problématiques auxquelles l'enquête à six mois ne peut répondre.
Les enquêtes Iva-Ipa du service statistique du ministère de l'Éducation nationale (Depp) sont des enquêtes par questionnaire réalisées tous les ans auprès des sortants des lycées (Iva) et des CFA (Ipa)

d'une région. Les sortants sont interrogés sur leur situation sept mois après leur sortie. À un niveau régional, certains Oref participent activement à une ou plusieurs étapes de sa réalisation et publient en collaboration des résultats régionaux (Efigip Franche-Comté, Orefq Lorraine, Prao Rhône-Alpes…).

D'autres Oref produisent des enquêtes sur des thèmes complémentaires : les diplômés du sport (Opeq Champagne-Ardenne…), les diplômés de l'enseignement supérieur (ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur…), les personnes handicapées (C2R Bourgogne…)…

Les enquêtes de cheminement permettent d'analyser des processus d'insertion dans la durée sur plusieurs mois et même plusieurs années. Elles reconstituent des parcours à partir d'un événement donné (par exemple la sortie de formation) en décrivant un ensemble de situations vécues et leur enchaînement, de façon plus ou moins détaillée (emploi, formation, chômage, inactivité). La période d'observation étudiée varie en fonction des objectifs de l'enquête (primo-insertion, processus de stabilisation dans l'emploi, mobilités professionnelles…). Les informations collectées permettent de construire des typologies de parcours en étudiant les enchaînements successifs de situations, d'analyser l'évolution des conditions d'emploi au fil du temps (contrats de travail, qualifications dans l'emploi, secteurs d'activité, salaires), les relations formation-emploi au regard d'un ensemble de déterminants.
Au-delà de la situation à un moment donné, ces enquêtes cherchent à mesurer l'impact des dispositifs de formation ou d'insertion sur le devenir à moyen ou long terme d'une cohorte de sortants et sur la façon dont ces dispositifs s'inscrivent dans une trajectoire professionnelle.

Elles peuvent être :

- rétrospectives, consistant à demander à l'ancien stagiaire de reconstruire par un effort de mémoire tout son parcours depuis une date d'origine (retracer leur parcours sur les trois années précédentes par exemple) ;
- de panel, consistant à interroger un même groupe de personnes de façon périodique et répétée sur leur situation au moment de l'enquête ou sur les quelques mois qui la précèdent (par exemple, tous les six mois pendant trois ans).

Compte tenu de leur coût et de la complexité de leur réalisation, ces enquêtes sont souvent réalisées ponctuellement (hormis l'enquête complémentaire de l'enquête Emploi de l'Insee) et ne permettent pas d'obtenir des éclairages locaux, à l'exception toutefois de l'enquête Génération du Céreq, pour laquelle des extensions, mais de niveau régional et pas sur les ré-interrogations, peuvent être financées. Cette dernière est administrée par questionnaire tous les cinq-six ans auprès d'un échantillon représentatif de sortants d'un établissement de formation initiale d'une région. C'est une enquête rétrospective réalisée sur les trois premières années suivant la sortie de formation initiale. Deux ré-interrogations (en panel) sont ensuite réalisées pour connaître le devenir des jeunes, sept ans et dix ans après leur sortie de formation. Cette enquête permet de connaître les modalités d'accès à l'emploi et les trajectoires professionnelles sur les premières années suivant la sortie de formation initiale.
À un niveau régional, certains Oref gèrent également des dispositifs d'enquêtes analogues. Il s'agit par exemple du Gref Bretagne avec l'outil Iroise ou du Crefor Haute-Normandie avec Seine. Ils leur permettent de disposer d'informations régionales à un niveau relativement fin sur différents dispositifs : apprentissage, formation professionnelle, contrats aidés… La mise en œuvre de ce type d'enquête nécessite d'avoir un temps d'observation suffisant pour faire émerger certains processus. Or, celui-ci n'est pas nécessairement compatible avec les temps de l'action politique, ce qui peut conduire à des arbitrages ou des compromis avec la réalisation d'une enquête qui soit à mi-chemin entre une enquête de placement et une enquête longitudinale.

Sur un plan méthodologique, les enquêtes peuvent être réalisées par questionnaires auto-administrés (en ligne, support papier), ou être conduites par une tierce personne soit par téléphone ou lors d'entretiens en face-à-face, ou bien en combinant plusieurs méthodes (questionnaire, suivi d'une relance téléphonique auprès des non-répondants). La population peut être enquêtée de manière exhaustive ou par échantillon. Dans tous les cas, le taux de réponse est fortement tributaire de la qualité du fichier administratif initialement fourni pour définir la population qui sera interrogée. Il dépend également du mode de passation des questionnaires. Les enquêtes auto-administrées sont peu onéreuses à mettre en œuvre, mais

les taux de réponse sont souvent relativement faibles. À l'inverse, les enquêtes réalisées par téléphone permettent de joindre un nombre important de personnes mais elles ont un coût élevé.

Les enquêtes d'insertion qualitatives

Pour la plupart, les travaux traitant de l'insertion sont menés sous forme d'enquêtes quantitatives et concernent un volume important de sortants. Néanmoins, des enquêtes qualitatives peuvent être menées, de visu ou par entretiens téléphoniques, sous la forme d'entretiens individuels (semi-directifs, récits de vie...), de focus group ou tables rondes. Elles s'appuient en amont sur la réalisation d'une grille d'entretiens. Elles sont complémentaires des études quantitatives et permettent d'identifier des facteurs ou déterminants qui ne sont pas nécessairement quantifiables ou difficilement identifiables de prime abord.

Leur finalité est de repérer les phénomènes permettant de comprendre ce qui concourt à la construction des parcours de formation ou des parcours professionnels (motivations, stratégies, moments charnières...). Pour être pertinente, cette méthode d'observation ne doit pas se résumer en termes d'analyse à une simple monographie, à une description successive de parcours. En effet, sa plus-value réside dans une analyse des discours en la combinant avec des informations plus objectives (comme le sexe, l'âge, la formation...) afin de repérer un ensemble d'éléments qui permettent de construire des typologies de trajectoires et de les expliciter.

Cette approche a été utilisée par le Carif-Oref Pays de la Loire pour mener une étude auprès de diplômés des filières jeunesse et sport afin de caractériser leurs parcours professionnels. L'ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Efigip Franche-Comté, le Prao Rhône-Alpes et l'Oref Languedoc-Roussillon ont conjointement mené ce type d'enquête auprès des salariés du sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif afin de connaître leur trajectoire.

Les enquêtes qualitatives peuvent également venir en préalable à une enquête quantitative afin d'en préciser l'objet et d'affiner le questionnement (enquête exploratoire). Elles peuvent être aussi conjuguées. Par exemple, le projet commencera par une étude qualitative exploratoire pour identifier des enjeux, des problématiques, etc. Celle-ci sera suivie d'une enquête de terrain quantitative, ou d'un cadrage statistique donnant lieu, sur les principaux résultats obtenus, à une nouvelle enquête qualitative pour obtenir des éléments d'analyse des phénomènes observés.

Chapitre 2

EXEMPLES D'APPROCHE SUR LES PARCOURS

Les travaux réalisés par les Oref sur les parcours tout au long de la vie se divisent en trois thèmes : les parcours d'orientation et de formation initiale, les parcours d'entrée dans la vie active et les parcours dans l'emploi. Chaque thème fait l'objet d'une description des différentes catégories de travaux conduits en région par les Oref (avec notamment la liste des sources utilisées) et comprend des encadrés présentant quelques exemples d'études. Le choix de ces encadrés résulte du souhait de mettre en avant des études originales, n'ayant pas nécessairement été réalisées dans d'autres régions et dont la méthodologie et les problématiques peuvent être transférables. Une bibliographie sélective de travaux réalisés par les Oref entre 2010 et 2013 est disponible pour chaque thème à la fin du document.

Les trois étapes d'un parcours tout au long de la vie : exemples de problématiques associées

PARCOURS D'ORIENTATION ET DE FORMATION INITIALE

- Les parcours de formation des jeunes dans l'enseignement secondaire et supérieur
- Les ruptures de contrat d'apprentissage
- L'observation du décrochage scolaire

PARCOURS D'ENTRÉE DANS LA VIE ACTIVE

- L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale
- L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale par spécialité
- L'insertion professionnelle de publics suivis dans des dispositifs spécifiques

PARCOURS DANS L'EMPLOI

- Les mobilités professionnelles
- Les parcours en formation continue
- Les parcours d'insertion/réinsertion dans l'emploi

PARTIE 1 : Parcours d'orientation et de formation initiale

Cette première partie traite des travaux réalisés par les Oref sur les parcours d'orientation et de formation initiale. Il s'agit d'observer les changements de situation des jeunes au sein de la formation initiale. Cela comprend aussi bien le passage d'une formation à une autre que les ruptures qui peuvent intervenir en cours de formation. Les travaux recensés[1] peuvent être répartis en trois catégories : les parcours de formation initiale des jeunes dans l'enseignement secondaire et supérieur, les ruptures de contrat d'apprentissage et l'observation du décrochage scolaire.

En encarts, trois études, présentées dans le cadre du groupe Parcours du réseau des Carif-Oref, illustrent ces travaux :

- la création d'un observatoire de suivi des formations professionnelles par le Gip Alfa Centre ;
- l'analyse du parcours des apprentis et les ruptures des contrats d'apprentissage par l'Oref Languedoc-Roussillon ;
- la mission d'observation du décrochage scolaire et des sorties sans qualification du Prao Rhône-Alpes.

Les parcours de formation des jeunes dans l'enseignement secondaire et supérieur

Cette thématique aborde les passages des jeunes d'une formation à une autre au cours de leur formation initiale de la sortie de la troisième à la fin de l'enseignement supérieur. Les Oref peuvent également observer cette thématique pour des formations plus spécifiques, comme les formations agricoles ou celles du sanitaire et social.

▸ Les parcours de formation des jeunes dans l'enseignement secondaire

À partir des bases "élèves" et "apprentis" du Rectorat, de la Draaf et du Conseil régional, il est possible de récupérer des informations sur l'orientation et l'affectation post-troisième des jeunes vers la formation professionnelle. L'un des objectifs de ce travail est de mettre en évidence les effets de la rénovation de la voie professionnelle (généralisée à partir de 2009), à l'aide notamment d'un suivi de cohorte des jeunes entrés en CAP ou en 1ère année de bac professionnel en trois ans à la rentrée 2009 (par la voie scolaire ou en apprentissage, dans l'enseignement agricole ou l'Éducation nationale). Il s'agit de suivre les parcours de formation de ces jeunes, les réorientations, les changements de statut au cours de la formation...

Sources :
Bases "élèves" et "apprentis" des Rectorats, de la Draaf et du Conseil régional, enquêtes nationale et expérimentations régionales.
Types d'enquête :
Suivi de cohorte, photographie à un temps T.

[1] Sur les dix-sept Oref qui ont complété le tableau de recueil des travaux, treize ont réalisé au moins une étude concernant les parcours d'orientation et de formation initiale, dont douze depuis 2010, année de départ retenue ici. Ce tableau est consultable sur le site du réseau des Carif-Oref.

Un Observatoire de suivi des formations professionnelles des jeunes en région Centre

Contexte

En 2010, l'Observatoire de suivi des formations professionnelles des jeunes est créé à la demande du Conseil régional du Centre, du Rectorat et de la Draaf. Cet observatoire est porté par l'Orfe, au sein du Gip Alfa Centre. Il est créé dans le contexte de la rénovation de la voie professionnelle, généralisée à partir de 2009 : le baccalauréat professionnel se fait désormais en trois ans, au même titre que le baccalauréat général ou technologique. Les BEP en deux ans sont supprimés et de nouveaux CAP sont créés.

Objectif

À partir d'un fichier commun de jeunes inscrits en bac professionnel ou en CAP (voie scolaire ou apprentissage, Éducation nationale ou enseignement agricole, public ou privé), il s'agit d'analyser les changements d'orientation et les passerelles entre les différentes modalités de formation (scolaire, apprentissage...), les effets de la transformation des BEP en baccalauréats professionnels en trois ans et la création de nouveaux CAP.

Méthode

Le Rectorat récupère chaque année les données de la Draaf (enseignement agricole) et du Conseil régional (CFA), afin de les agréger avec ses propres données (Éducation nationale). Le lien entre ces fichiers est le numéro INE (Identifiant national élève). Le Rectorat a déclaré le dossier auprès des services de la CNIL. Ce fichier commun est ensuite transmis à l'Orfe pour être traité. Les différentes étapes de l'observation des parcours sont les suivantes :

1. orientation et affectation des élèves vers la voie professionnelle ;
2. état des lieux de la rentrée 2009 des jeunes inscrits en seconde professionnelle (1ère année du bac pro en trois ans) ;
3. suivi de cohorte des jeunes entrés en seconde professionnelle en 2009, et ceux inscrits en première année de CAP :
   - la poursuite ou non des parcours de formation en 2010 puis en 2011 (étude de cheminement) ;
   - les facteurs déterminants dans les parcours de formation, liés aux caractéristiques des jeunes (origine scolaire, PCS des parents...), à la formation elle-même (spécialité choisie, lieu de formation, mobilité géographique...).

NB : des ajustements sont nécessaires à chaque étape avec les différents opérateurs avant de pouvoir travailler sur les données. En effet, la rénovation des diplômes de l'enseignement agricole se poursuit sur la période 2010-2011, alors que cohabitent des bacs professionnels agricoles en deux ans et en trois ans.

Utilisation du travail par les partenaires

Dans le CPRDFP 2011-2014, signé en juillet 2011 par l'État et la Région, il est indiqué que "ces éléments (de l'Observatoire des parcours) doivent éclairer les politiques de prévention contre le décrochage et, plus généralement, les politiques d'information et d'orientation". Par ailleurs, suite à la validation des résultats par le Recteur, les travaux sont présentés régulièrement lors de commissions du Rectorat devant différents services académiques.

Quelques résultats

Parmi les 29 000 élèves sortant de troisième en juin 2009 dans l'académie d'Orléans-Tours, 30 % choisissent la voie professionnelle en 1er vœu (hors apprentissage), soit 8 810 élèves. 7 élèves sur 10 seront admis sur leur 1er vœu. À la rentrée 2009, près de 7 000 jeunes étaient inscrits en seconde professionnelle (1ère année de Bac pro en trois ans), sous statut scolaire de l'enseignement agricole ou de l'Éducation nationale, ou bien en apprentissage (10 %). Autant de jeunes sont entrés en 1ère année de CAP, principalement en apprentissage (70 %). Plusieurs facteurs influent sur la poursuite des parcours de formation, comme l'origine scolaire du jeune (sortant de troisième ou réorientation de la voie professionnelle...), la PCS des parents, le lieu de formation/de résidence, le domaine choisi... 80 % des jeunes en bac pro et 73 % des inscrits en CAP poursuivaient leur parcours en 2010.

Caroline François,
Gip Alfa Centre

Les parcours de formation des jeunes dans l'enseignement supérieur

Ce type de travaux porte sur les parcours post-bac des bacheliers dans l'enseignement supérieur (accès, décrochage, poursuites d'études...). Certaines études sont réalisées à partir d'un suivi de cohorte, sur les deux premières années du parcours dans l'enseignement supérieur par exemple. On interroge une première fois une promotion de bacheliers pour étudier la transition entre le secondaire et le supérieur. Puis, on les interroge une deuxième fois après la première année dans l'enseignement supérieur, afin de savoir s'ils poursuivent leurs études dans la même filière, s'ils se sont réorientés ou s'ils ont arrêté leurs études. D'autres travaux plus spécifiques existent sur les parcours des DUT, masters et licences professionnelles. Il est à noter que depuis 2010, peu d'Oref réalisent des études sur les parcours de formation dans l'enseignement supérieur. En effet, elles sont de plus en plus souvent réalisées, soit par les Observatoires régionaux de l'enseignement supérieur (Ores) quand ils existent, soit par les Rectorats sur leur académie, soit par les Observatoires de la vie étudiante (OVE) sur leur établissement.

Sources :
Bases de données des universités et des observatoires régionaux de l'enseignement supérieur, enquête du ministère de l'Enseignement supérieur, enquête régionale (Subanor).
Types d'enquête :
Suivi de cohorte, photographie à un temps T.

Les ruptures de contrat d'apprentissage

Souvent réalisé en lien avec le Conseil régional, ce type d'étude a pour objectif de quantifier le nombre de ruptures de contrats d'apprentissage et d'en identifier les causes afin de mettre en place des méthodes de prévention pour les diminuer. Les résultats permettent notamment d'alimenter la concertation dans le cadre des Contrats d'objectifs et de moyens (Com) pour le développement et la modernisation de l'apprentissage. Les principales sources utilisées par les Oref pour observer les ruptures sont les bases administratives du Conseil régional et des chambres consulaires et, depuis peu, la base Ariane de la Direccte. Une autre source mobilisable est le fichier d'Indemnité compensatrice forfaitaire (ICF), détenu, quand il existe, par les conseils régionaux.

Sources :
Bases de données "apprentis" du Conseil régional et de la CCI, base Ariane de la Direccte, ICF disponible auprès de certains Conseils régionaux.
Types d'enquête :
Suivi de cohorte, photographie à un temps T.

Une base de données opérationnelle pour mieux connaître l'usage de l'apprentissage par les entreprises et les parcours d'apprentis en Languedoc-Roussillon

Contexte

L'apprentissage en Languedoc-Roussillon occupe une place stratégique dans l'action publique régionale en matière de formation, d'emploi et d'insertion professionnelle. Son développement est une priorité forte qui fait aujourd'hui l'objet d'un Contrat d'objectifs et de moyens des plus ambitieux (22 500 apprentis à l'horizon 2015). Dans ce contexte, et afin d'instrumenter les différents partenaires impliqués dans le développement de l'apprentissage, l'État et la Région ont missionné l'Oref pour apporter un éclairage sur les modalités de recours à l'apprentissage par les entreprises régionales et pour analyser les parcours d'apprentis au sein de ce dispositif de formation (avec un focus particulier sur les ruptures de contrat).

Objectif

L'Oref a ainsi été mandaté pour construire un système intégré d'information sur l'apprentissage, en articulation avec les autres dispositifs de pilotage existants (Rectorat, Région, chambres consulaires), afin de doter les acteurs régionaux (État, Région, chambres consulaires, branches professionnelles) d'un outil d'analyse des modalités de recours des entreprises régionales à l'apprentissage et de suivi des parcours d'apprentis.

Méthode

La méthode a consisté à mobiliser, expertiser et exploiter les données du fichier de gestion de l'ICF versée par la Région Languedoc-Roussillon aux entreprises employant un apprenti. Cette exploitation inédite de la source ICF, associée à d'autres sources (données Insee Sirene, enquêtes Sifa du Rectorat, constats de rentrée…) a permis de disposer :

- d'informations enregistrées en continu issues des organismes consulaires, des établissements employeurs et des CFA ;
- des données de flux portant sur l'ensemble des contrats signés par les entreprises régionales ;
- des informations individualisées renseignées à partir de documents administratifs normalisés (Cerfa, formulaires dossier ICF…).

Le traitement de ces informations chronologiques permet d'observer l'évolution des flux de contrats, d'identifier les caractéristiques individuelles des apprentis (âge, sexe, niveau et spécialité de formation) et d'analyser des typologies de parcours d'apprentis au sein du dispositif (nombre de contrats signés, ruptures de contrat, reprises de contrat suite à une rupture). L'exploitation de la source ICF met particulièrement en évidence la dimension "entreprise" de l'apprentissage à partir des données concernant les établissements employeurs (taille, secteur d'activité, âge de l'établissement à la signature du contrat, catégorie juridique, localisation par bassin d'emploi, nombre de contrats signés, durée des contrats, spécialité et niveau de formation…).

Utilisation du travail par les partenaires

À l'aide de cet outil, l'Oref produit des éléments de cadrage et d'analyse sur les ruptures de contrats par secteur d'activité pour le compte du Rectorat et dans le cadre des schémas régionaux d'évolution de l'offre de formation pilotés par la Région et associant les branches professionnelles (BTP, IAA, hôtellerie et restauration). Le renforcement des dispositifs de lutte contre les ruptures de contrat d'apprentissage est une priorité du CPRDFP 2011-2015 signé en Languedoc-Roussillon. Dans ce cadre, Atout Métier Languedoc-Roussillon (institution actuelle née de la fusion du Carif et de l'Oref de Languedoc-Roussillon) est aujourd'hui mandaté par son Conseil d'administration pour exploiter son outil opérationnel et mener une étude d'envergure sur l'apprentissage et les freins à son développement en région.

Quelques résultats

La base de données Apprentissage de l'Oref Languedoc-Roussillon comprend à ce jour près de 90 000 contrats signés entre le 1er janvier 2003 et le 31 décembre 2011. Elle contient des informations sur 33 000 établissements employeurs et 67 000 apprentis. Les données permettent une analyse différenciée des ruptures en taux brut et en taux net par secteur d'activité ou par spécialité de formation : globalement, si les ruptures brutes concernent 29 % des contrats signés en 2010 en Languedoc-Roussillon, épuré des reprises de contrat, le taux de rupture net est ramené à 20 %. Sur l'ensemble de la période, on peut observer qu'une rupture de contrat sur trois (33 %) est suivie d'une reprise de contrat d'apprentissage. Autre résultat significatif, plus du quart (26 %) des contrats enregistrés dans la base ne sont pas des premiers contrats d'apprentissage et 26 % des apprentis réalisent plus d'un contrat dans le dispositif.

Azzeddine Bouslimani,
Atout Métiers Languedoc-Roussillon

L'observation du décrochage scolaire

Commande plutôt récente dans le paysage des Oref, ce type d'étude intervient dans des contextes à la fois national et régional de lutte contre le décrochage scolaire et les sorties sans qualification. Il est souvent le fruit d'un travail multi-partenarial (Rectorat, Conseil régional, Direccte...). Après avoir défini le champ étudié (sans qualification, sans diplôme...), plusieurs sources peuvent être utilisées pour observer le décrochage scolaire (recensement de la population, enquête Génération...). Des enquêtes qualitatives peuvent également permettre de mieux comprendre les déterminants du décrochage.

Sources :
Recensement de population de l'Insee, enquête Génération du Céreq, enquête Iva de l'Éducation nationale, base de données "élèves" des Rectorats, de la Draaf, des universités et de l'Ores, Parcours 3 des Missions locales.
Types d'enquête :
Photographie à un temps T, suivi de cohorte, enquête qualitative.

Mission d'observation du décrochage scolaire et des sorties sans qualification en Rhône-Alpes

Contexte et objectifs

La Région Rhône-Alpes a adopté en janvier 2008, pour trois ans, un plan régional de lutte contre le décrochage scolaire et les sorties sans qualification, visant à mieux coordonner les moyens existants et à améliorer l'efficience des politiques publiques d'éducation.
Une convention de partenariat a été signée entre le président du Conseil régional, les recteurs des académies de Grenoble et de Lyon, le directeur régional de l'agriculture et de la forêt et le président de l'Union régionale des missions locales, afin de définir les conditions de mise en œuvre de ce plan et notamment les participations de chacun à l'analyse des flux de sorties du système scolaire.
Ce plan a prévu la mise en place d'une mission d'observation du décrochage scolaire et des sorties sans qualification. L'un des objectifs est d'exploiter les résultats d'études et de proposer des analyses nécessaires à la bonne compréhension du phénomène en Rhône-Alpes. Cette partie a été confiée au Prao Rhône-Alpes.

Méthode

D'un point de vue pratique, l'observation des décrocheurs notamment au niveau régional, est difficile pour des raisons techniques et institutionnelles :

- l'hétérogénéité des données et des systèmes d'information des principaux partenaires ne permet pas d'obtenir des données portant sur les mêmes publics et donc rend difficile la comparaison ;
- la transmission des données reste difficile du fait de leur caractère confidentiel et des compétences propres portées par chacune des institutions.

Compte tenu de ces difficultés, le Prao a rédigé un premier rapport qui présente et analyse des informations concernant les jeunes "sans diplôme" puisque plusieurs études ont montré que moins un jeune est diplômé, plus il a de risques d'être au chômage.
Les données de l'Éducation nationale, au niveau régional, issues des Rectorats et de la Draaf ne contiennent que des informations sur les sortants en cours d'année, en 2009-2010 et/ou en 2010-2011, dans la voie professionnelle. Les données sur l'apprentissage sont issues de l'enquête Ipa.
Les résultats présentés intègrent donc des données nationales et des exploitations régionales issues, d'une part, du Recensement de la population (2007) sur les caractéristiques et la répartition géographique des "sans diplôme" et, d'autre part, de l'enquête Génération 2004 sur le lien entre filières de formation et sorties "sans diplôme".

Les informations des missions locales portant sur les jeunes qui se présentent, il n'existe pas de données régionales sur le parcours des jeunes "sans diplôme" avant de s'inscrire en missions locales. Par ailleurs, un nombre important de "sans diplôme" cherchent du travail et ne passent pas par les Missions locales. Cette population dite "des invisibles" reste difficile à repérer.

Utilisation

Les résultats ont été présentés dans plusieurs instances régionales, notamment aux membres du plan régional. Ils ont contribué à l'aide à la décision politique, notamment pour les critères de choix des actions du plan en matière de qualité, de répartition sur les territoires et de partenariat.
Des éléments de synthèse ont été repris dans plusieurs publications régionales (ex : "Emploi des jeunes : quelles réalités ?", juillet 2012, Direccte Rhône-Alpes) et sur plusieurs sites de CIO (ex : CIO d'Ambérieu, Académie de Lyon).
Le Prao a été sollicité sur plusieurs colloques (ex : Rencontres des acteurs du raccrochage en formation et pour l'emploi des jeunes en décembre 2011) et pour préparer une émission de télévision ("Envoyé spécial" diffusé le 5 janvier 2012).
Enfin, le Prao a été sollicité pour continuer la mission d'observation du nouveau plan de raccrochage en formation et pour l'emploi des jeunes de 2011 à 2014. Le Prao doit réaliser des études qualitatives sur ce que font les jeunes entre leurs sorties du système scolaire et leurs inscriptions en missions locales (puisque les résultats de l'étude avaient montré un temps de "latence" de 29 mois en moyenne).

Christelle Beaubouchez,
Prao Rhône-Alpes

PARTIE 2 : Parcours d'entrée dans la vie active

Cette deuxième partie traite des travaux réalisés par les Oref à l'entrée de la vie active, c'est-à-dire à la sortie de la formation initiale. Ne sont présentées dans cette partie que les études sur les jeunes qui ne poursuivent pas d'études suite à l'obtention ou non d'un diplôme en formation initiale, que ce soit par la voie scolaire, par l'enseignement supérieur ou par l'apprentissage. L'ensemble des publics en primo-insertion sont pris en compte, et ce quel que soit le domaine de formation. À noter que les publics suivis par les missions locales sont inclus : bien qu'ils aient quitté la formation initiale, ce sont des personnes en primo-insertion.

Les travaux recensés[1] peuvent être répartis en trois catégories : l'insertion professionnelle des jeunes sortis de formation initiale, l'insertion professionnelle des jeunes sortis de différentes spécialités de formation et l'insertion professionnelle des jeunes sortis de dispositifs spécifiques.

[1] Sur les dix-sept structures qui ont complété le tableau de recueil des travaux des Oref, quatorze ont réalisé au moins une étude concernant les parcours d'entrée dans la vie active.

En encarts, trois études, présentées dans le cadre du groupe Parcours du réseau des Carif-Oref, illustrent ces travaux :

- l'exploitation régionale de l'enquête Génération 2007 du Céreq par Efigip Franche-Comté ;
- une expérimentation locale pour l'insertion territorialisée des étudiants par l'ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- l'insertion professionnelle des diplômés DRJSCS par le Carif-Oref Pays de la Loire.

L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale

Cette thématique, plus générale que celles présentées ci-après, a mobilisé la quasi-totalité des Oref répondants.
On peut la décomposer en quatre sous-parties, chacune d'entre elles concernant un dispositif différent de formation initiale (scolaires, apprentis, enseignement supérieur), à l'exception de l'exploitation régionale de l'enquête Génération du Céreq qui regroupe les trois catégories précédentes.

▶ L'insertion professionnelle des sortants du système éducatif

L'exploitation régionale de l'enquête Génération du Céreq a été réalisée dans plusieurs régions. Son usage est variable d'une région à une autre : généralement, l'État et la Région financent la reconduction de l'exploitation régionale tous les trois ans, mais certaines régions y ont recours plus ponctuellement. Les résultats de cette enquête longitudinale donnent lieu à des rapports ou synthèses qui contribuent à enrichir le CPRDFP.

Sources :
Extensions régionales des enquêtes Génération 2004 et Génération 2007 du Céreq.
Types d'enquête :
Enquête longitudinale, suivi de cohorte.

Quand l'école est finie en Franche-Comté
Premiers pas dans la vie active des jeunes de la génération 2007 interrogés par le Céreq au printemps 2010

Contexte

À la fin des années quatre-vingt-dix, le Céreq a mis en place un dispositif original d'enquêtes qui permet d'étudier l'accès à l'emploi des jeunes à l'issue de leur formation initiale. Depuis, tous les trois ans, une nouvelle enquête est réalisée auprès de jeunes qui ont en commun d'être sortis du système éducatif la même année quel que soit le niveau ou le domaine de formation atteint, d'où la notion de "génération". L'enquête permet de reconstituer les parcours des jeunes au cours de leurs trois premières années de vie active et d'analyser ces parcours au regard notamment du parcours scolaire et des diplômes obtenus.

L'enquête du Céreq Génération 2007 a été réalisée au printemps 2010 auprès de jeunes sortis du système éducatif au cours ou à la fin de l'année scolaire 2006-2007. Ils ont été interrogés sur leur parcours scolaire et leurs premiers pas dans la vie active. Des non-diplômés aux doctorants, tous les niveaux sont concernés, dans toutes les spécialités de formation, suivies par voie scolaire ou en apprentissage.

Dans l'enquête 2010, la majorité des questionnaires sont associés à des "extensions" de l'échantillon national, réalisées pour répondre à des besoins de connaissances spécifiques, ciblées sur certaines formations ou sur certaines régions.

Objectif

En Franche-Comté, le Conseil régional et l'État ont souhaité, comme pour la Génération 2001, disposer de données locales en commandant au Céreq (via Efigip) une extension de l'échantillon de l'enquête. Ceci permet de disposer d'un nombre de répondants suffisant pour mener des analyses statistiquement pertinentes au niveau régional. Ces surreprésentations localisées jouent sur le degré de détail des analyses d'ensemble possibles. Elles ne peuvent être aussi détaillées que l'aurait permis un nombre de répondants identique réparti de façon aléatoire sur l'ensemble des formations et sur l'ensemble du territoire national.

Ainsi, 2 193 jeunes formés en Franche-Comté ont été interrogés. Ils font partie des 13 500 jeunes sortis du système éducatif franc-comtois en 2007.

Méthode

À chaque enquête, le Céreq constitue une base de sondage de sortants avec la meilleure couverture possible. Pour cela, il contacte l'ensemble des Rectorats, des universités ainsi que des milliers d'établissements (centres de formation d'apprentis, lycées agricoles, écoles de l'enseignement supérieur). C'est ainsi plus de 1,2 million de jeunes présumés sortants du système éducatif en 2007 qui ont été repérés.

Un courrier est envoyé aux jeunes faisant partie de l'échantillon plusieurs mois avant l'enquête. Son objectif était de vérifier qu'ils avaient réellement quitté le système éducatif en 2007 (pas de poursuite d'études) et de leur demander un numéro de téléphone sur lequel ils pourraient être joints au printemps 2010.

L'enquête, en elle-même, est réalisée pendant quatre mois par une soixantaine d'enquêteurs qui administrent par téléphone un questionnaire d'une durée moyenne de 15 minutes. Les résultats de l'extension régionale ont été analysés par le Céreq. Efigip a réalisé la mise en page du document et a assuré sa diffusion.

Apports et limites

L'enquête a permis de comparer les conditions d'accès à l'emploi en fonction de la formation initiale et de diverses caractéristiques individuelles telles que le genre, l'origine sociale ou l'origine nationale. Elle a également permis d'analyser des évolutions avec les données de l'enquête Génération 2001. Cependant, l'extension régionale n'a permis que des analyses au niveau régional (données infrarégionales non significatives), pour des résultats relativement conformes à la moyenne nationale.

Valérie Marcand,
Efigip Franche-Comté

▶ L'insertion professionnelle des scolaires

Les travaux d'exploitation de l'enquête Iva (Insertion vie active) sont menés en collaboration avec le Rectorat qui produit les données. Cette photographie à un temps T des sortants de formation initiale sous statut scolaire apporte un éclairage sur le devenir des jeunes sept mois après la sortie. L'enquête est reconduite annuellement.

Source :
Enquête Iva de l'Éducation nationale
Type d'enquête :
Photographie à un temps T.

▶ L'insertion professionnelle des apprentis

C'est l'observation du devenir des apprentis qui mobilise le plus grand nombre d'Oref, au travers de différents dispositifs, particulièrement l'enquête Ipa (Insertion professionnelle des apprentis) et le dispositif Iroise mis en place en région Bretagne (et décliné sous le nom de Seine en Haute-Normandie). Dans le cas de l'enquête Ipa, il s'agit de photographies à un temps T du devenir des apprentis (à sept mois, comme pour l'enquête Iva). En revanche, dans le cadre du dispositif Iroise mais également de deux autres enquêtes longitudinales régionales, les apprentis sont suivis sur une durée qui peut aller jusqu'à 18 mois, voire au-delà. Ce sont généralement les directions de l'apprentissage, au sein des Conseils régionaux, qui sont commanditaires de ces travaux ou bien les Com Apprentissage. Les données collectées dans ce cadre servent également dans certaines régions à alimenter l'enquête Ipa, et éviter ainsi les redondances et multiples sollicitations des partenaires.

Sources :
Enquête Ipa de l'Éducation nationale, dispositifs Iroise (Gref Bretagne) et Seine (Crefor Haute-Normandie), enquêtes qualitatives menées par certains Oref sur le devenir des apprentis à 18 mois ou 19 mois, enquêtes spécifiques menée par certains Conseils régionaux.
Types d'enquête :
Photographie à un temps T, enquête longitudinale, suivi de cohorte.

▶ L'insertion professionnelle des sortants de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur est étudié de manière moins systématique que les autres dispositifs de formation initiale, dans la mesure où les universités sont pour la plupart dotées d'un observatoire en interne. Le contexte local prime dans le choix de ces travaux. Il s'agit d'enquêtes de placement concernant des sortants de DUT, de licence professionnelle ou de master professionnel. La périodicité des interrogations varie. Plusieurs cohortes sont interrogées chaque année, mais les diplômes enquêtés peuvent alterner.

Sources :
Ariut (Association régionale des IUT) et Direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle (DGESIP), Oref.
Types d'enquête :
Photographie à un temps T, suivi de cohorte.

Une expérimentation locale pour l'insertion territorialisée des étudiants (Élite) en Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'expérimentation Élite est portée par l'université de Provence (devenue Aix-Marseille Université en 2012) et évaluée par l'ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Contexte

Depuis la loi relative aux Libertés et responsabilités des universités (LRU 2007), les universités se sont vues attribuer une nouvelle mission relative à l'insertion professionnelle des étudiants.
Le dispositif Élite s'inscrit dans l'axe 2 du premier appel à projet du Haut commissariat à la jeunesse : Améliorer la transition entre formation et emploi et dans le programme 1 : Actions innovantes pour améliorer l'insertion professionnelle à l'université.

Il résulte de la volonté politique de l'université de Provence d'associer, autour d'une action liée à l'insertion, les acteurs socio-économiques et institutionnels d'un territoire. Ce dispositif expérimental s'est notamment concrétisé à travers la création d'un Diplôme d'université d'aide à l'insertion professionnelle (DUIP) ouvert initialement aux étudiants et anciens étudiants des filières lettres et sciences humaines souhaitant accéder au marché du travail.

Description et objectif

Ce DUIP propose un ensemble d'unités de formation permettant de faciliter l'accès au marché du travail de ces étudiants et de leur permettre d'obtenir un emploi qualifié et durable. Il ne s'agit pas juste d'un diplôme supplémentaire, mais bien d'un outil de la transition formation-emploi.

Les différentes phases de l'expérimentation sont : le repérage et la mobilisation des étudiants, le programme d'accompagnement à la recherche d'emploi (acquisition des outils et techniques de recherche d'emploi, connaissance de l'emploi et du monde du travail, connaissance de l'entreprise), la période d'activité en entreprise et la phase de bilan.

Méthode

L'évaluation s'intéresse à l'efficacité interne (satisfaction, taux de participation aux différents modules…) et externe (accès à l'emploi, rapprochement université/monde du travail…) du dispositif. La méthodologie mise en œuvre est basée sur une démarche longitudinale et participative. Compte tenu des effectifs concernés, elle mobilise une approche qualitative.

Les difficultés rencontrées dans le cadre de cette évaluation sont multiples : il est difficile d'évaluer une expérimentation dans la mesure où elle est évolutive. L'évaluateur est donc contraint de s'adapter de façon à ne pas être en décalage avec son objet (renoncement à l'évaluation quantitative au regard des effectifs concernés). Par ailleurs, l'évaluateur est dans une posture ambivalente. Il se doit d'être objectif et indépendant, or son mode de financement est lié à celui du dispositif évalué. Enfin, il s'est avéré très difficile de garder les étudiants captifs. Très peu d'entre eux ont répondu aux questionnaires d'insertion professionnelle.

Les intérêts de ce travail sont multiples pour l'ORM. Tout d'abord, l'évaluation mobilise une démarche participative, elle contribue au pilotage du dispositif, participe à la construction de l'expérimentation et s'inscrit dans une démarche partenariale, qui associe des représentants de branches professionnelles, des entreprises, des intermédiaires de l'emploi, l'université, le Céreq, l'Insee… Par ailleurs, elle permet à l'ORM d'enrichir son expertise statistique de l'insertion et des parcours professionnels.

Séverine Landrier,
Observatoire régional des métiers ORM
Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale par spécialité

Suivant les demandes des commanditaires et des partenaires régionaux, certaines spécialités de formation initiale sont plus spécifiquement suivies : il s'agit des formations en sanitaire et social, en sport et animation, en agriculture, en paysage et en BTP.

▸ L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale en sanitaire et social

Deux types de travaux sont réalisés auprès des sortants de formation initiale en sanitaire et social : il s'agit soit d'enquêtes longitudinales à 12 ou 18 mois réalisées auprès des sortants pendant le processus d'insertion, soit de photographies à un temps T d'un échantillon représentatif des sortants interrogés par téléphone et qui donnent lieu à des rapports et tableaux de bord standardisés.
Ces études s'inscrivent dans le cadre du pilotage stratégique des formations sanitaires et sociales transféré aux Régions depuis 2004 et visent à étudier le lien entre la formation et les emplois occupés. Ils sont commandés et financés par le Conseil régional.

Sources :
Dispositif Iroise du Gref Bretagne, enquête menée par certains Conseils régionaux sur l'insertion professionnelle à 12-18 mois des sortants de formation sanitaire et sociale.
Types d'enquête :
Photographie à un temps T, enquête longitudinale.

▸ L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale en agriculture

Ces enquêtes sont réalisées à la demande de la Draaf dans de cadre de la gestion de la carte de formation des lycées agricoles. Il s'agit d'enquêtes réalisées par voie postale et/ou téléphone auprès de l'ensemble des formés, sortants ou non. Elles visent à présenter et à analyser la situation des jeunes neuf mois après leur formation (poursuite d'études, emploi, chômage, autres situations) ainsi que leur trajectoire professionnelle durant ces mois écoulés (alternance des périodes d'emploi et de chômage). La spécificité de cette enquête réside plutôt dans la population interrogée que dans la méthodologie.

À la demande d'acteurs régionaux (Draaf, branches professionnelles...), des focus ou des enquêtes spécifiques sont parfois réalisés afin de mesurer les conditions de l'insertion professionnelle des sortants des formations sur des spécialités de formations particulières. L'objectif est de mettre en évidence les problématiques de la filière par un panorama du secteur en matière d'emploi et de formation. Ce type d'approche a été appliqué par exemple pour mesurer l'insertion des sortants de formation initiale en paysage.

Sources :
Enquête spécifique sur l'insertion à 9 mois des jeunes sortants de l'enseignement professionnel agricole, enquête Draaf, enquête branche professionnelle.
Types d'enquête :
Enquête longitudinale, photographie à un temps T, enquête qualitative.

▸ L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale en BTP

Dans le cadre des contrats d'objectifs ou de la Commission paritaire régionale emploi-formation du bâtiment et des travaux publics (CPREF BTP) par exemple, des enquêtes spécifiques peuvent être réalisées sur un secteur d'activité ou pour une branche professionnelle. Il peut s'agir d'enquête d'insertion sur une filière donnée ou d'études qui viennent en complément et qui permettent d'avoir une idée sur le parcours de formation de la totalité des entrants dans un secteur ou une branche d'activité défini. Ce type d'enquête a notamment été conduit dans la branche du bâtiment et des travaux publics afin d'améliorer la connaissance de la relation emploi-formation dans ce secteur d'activité.

Sources :
Enquêtes de la CCCA-BTP ou de l'Union des caisses de France congés intempéries du bâtiment et des travaux publics (UCF CI BTP).
Types d'enquête :
Photographie à un temps T, qualitatif.

▸ L'insertion professionnelle des sortants de formation en sport et animation

Les études réalisées dans le domaine de l'insertion professionnelle des sortants de formation en sport et animation sont variées : les choix méthodologiques retenus dépendent de la région. Il peut s'agir de photographies à un temps T, d'enquêtes qualitatives et, plus généralement, d'enquêtes longitudinales. Dans tous les cas, ces travaux s'inscrivent dans le cadre de demandes de la DRJSCS, qui donnent lieu à des conventions, et sont exploités via des rapports détaillés ou des chiffres-clés.

Sources :
Dispositif Iroise du Gref Bretagne, indicateurs disponibles pour l'enquête Lolf, suivi des formations jeunesse et sport par la DRJSCS, enquête sur l'insertion professionnelle à 6 et 9 mois des bénéficiaires des sortants d'une formation jeunesse et sport de la DRJSCS.
Types d'enquête :
Photographie à un temps T, enquête longitudinale, enquête qualitative.

L'insertion professionnelle des diplômés DRJSCS dans les Pays de la Loire

Contexte

En 2000, dans un contexte de rénovation des diplômes et des filières de formation, la Direction régionale de la jeunesse et des sports (DRJSCS) est à l'origine d'un partenariat avec le Gip Carif-Oref Pays de la Loire pour observer l'insertion des diplômés du champ du sport et de l'animation. Depuis, les travaux d'observation programmés annuellement apportent un éclairage sur les problématiques posées par l'insertion professionnelle comme celle des volumes de débouchés ou celle de la qualité de l'insertion. Des travaux d'enquête qualitative complètent les données chiffrées et contribuent à la compréhension des mécanismes d'insertion qui s'opèrent pour les diplômés.

Objectif

L'objectif des enquêtes qualitatives d'insertion reste le même tous les ans : produire des éléments de connaissance sur les réalités des choix de parcours professionnels qui s'opèrent et mieux connaître les conditions d'emploi trois ans après l'obtention du diplôme.

Méthode

Dans la première phase, le groupe de pilotage choisi les diplômés qui seront observés pour l'année à venir et met en avant la problématique à laquelle répondra l'enquête (exemple en 2010 pour les diplômés BPJEPS APT : la prédominance du multi-employeur ; en 2012 pour les diplômés BPJEPS AGFF : l'opposition des emplois du secteur association et de ceux des clubs de remise en forme...). Dans la seconde phase, des interviews téléphoniques sont réalisées selon la méthode d'enquête par entretien (guide d'entretien, analyse des discours, grille d'analyse thématique...) à partir du listing de l'ensemble des diplômés (année n -3).

Utilisation du travail par les partenaires

La DRJSCS utilise les résultats des enquêtes dans le cadre de ses instances (commissions d'habilitation...) ou dans les concertations régionales (carte des formations...). Par ailleurs, elle diffuse le rapport d'enquête dans ses services. Les travaux réalisés depuis plus de 10 ans sont à l'origine de l'expertise Oref sur la thématique des parcours professionnels. Le Gip Carif-Oref met à disposition les résultats sur son site Internet et diffuse les connaissances produites dans les groupes de travail régionaux auxquels il est associé (commission "Insertion" du CCREFP, Conférence régionale consultative du sport...).

Quelques résultats

À titre d'exemple, les résultats des rapports d'enquête ont démontré que, dans la région, contrairement à une idée répandue dans le champ de l'emploi sportif, l'offre de pluri-activité (ex : la voile en été, le VTT en hiver) n'apporte pas de réponse au problème de précarité de l'emploi dans ce secteur. En effet, même si une part non négligeable de diplômés cumule plusieurs certifications de niveau IV (plusieurs BPJEPS de différentes disciplines), ils n'exercent qu'une activité (discipline) à la fois, quitte à cumuler plusieurs employeurs avec pour objectif d'approcher un temps plein.

Véronique Melquiond,
Gip Carif-Oref Pays de la Loire

L'insertion professionnelle des publics sortis de dispositifs spécifiques

Des études spécifiques ciblent certaines catégories de populations sortant de formation initiale. Nous pouvons relever trois types de publics : les jeunes handicapés, les jeunes suivis en mission locale et les publics de l'École régionale de la 2e chance.

▶ L'insertion professionnelle des jeunes handicapés

Des études ponctuelles ont été menées, à la demande de l'Agefiph et/ou du Conseil régional, dans le cadre de conventions annuelles, sur les publics handicapés en primo-accès à l'emploi. Il s'agit soit d'enquêtes qualitatives par entretien, soit d'enquêtes longitudinales.

Sources :
Entretiens qualitatifs, base de données "apprentissage" de la Région, Parcours H de Cap emploi.
Types d'enquête :
Enquête qualitative, enquête longitudinale.

▶ L'insertion professionnelle des jeunes en mission locale (Parcours 3)

Le logiciel de gestion des missions locales, Parcours 3, est exploité dans le cadre d'enquêtes régulières. Il s'agit quasiment exclusivement de photographies à un temps T, réalisées via des extractions du logiciel et commandées par la Direccte, le Conseil régional ou l'Association régionale des missions locales (ARML) dans le cadre de conventions de partenariat ou de conventions État-Région-ARML. Elles visent à exploiter les données recueillies dans Parcours 3 et sont diffusées via des synthèses et des tableaux de bord qui enrichissent les bilans annuels de suivi d'activité des missions locales.

Source :
Parcours 3 des Missions locales.
Types d'enquête :
Photographie à un temps T, enquête longitudinale.

▶ L'analyse des publics de l'École régionale de la 2e chance

Une photographie à un temps T sur le devenir des publics de l'École régionale de la 2e chance (ER2C) a été conduite. L'enquête téléphonique est menée sur la base d'un questionnaire auprès de ce public spécifique, en rupture d'insertion professionnelle. Elle vise à évaluer l'efficacité du dispositif mis en place, qui accueille des élèves de 18 à 30 ans sortis du système scolaire, sans diplôme ni qualification suffisante pour s'intégrer durablement dans le monde du travail.

Source :
École régionale de la 2e chance (ER2C).
Type d'enquête :
Photographie à un temps T.

PARTIE 3 : Parcours dans l'emploi

Une fois engagé, un parcours dans l'emploi peut prendre des tournures multiples : se poursuivre auprès d'un ou de plusieurs employeurs, permettre ou non une progression professionnelle et sociale, être interrompu par des transitions et/ou ruptures... Il peut se définir comme l'ensemble des séquences, étapes choisies ou subies, qu'une personne connaît tout au long de sa vie professionnelle, depuis le premier jour de la première activité au dernier jour de la dernière activité[1].

Après avoir appréhendé la notion de parcours professionnel sous l'angle des "Parcours d'orientation et de formation initiale" et des "Parcours d'entrée dans la vie active", cette troisième partie aborde l'entrée des "Parcours dans l'emploi". Elle permet notamment d'aborder les questions de maintien dans l'emploi, de gestion de deuxième partie de carrière, d'accompagnement des mutations, reconversions et évolutions professionnelles.

Les travaux associés à cette thématique reflètent le caractère souvent discontinu de ces parcours et mettent en évidence les moyens mis en œuvre au regard des enjeux de sécurisation professionnelle.

Les travaux recensés[2] peuvent être regroupés en trois catégories : les mobilités professionnelles, les parcours en formation continue et les parcours d'insertion/réinsertion dans l'emploi.

En encarts, trois études, présentées dans le cadre du groupe Parcours du réseau des Carif-Oref, illustrent ces travaux :

- l'observation des mobilités professionnelles en Poitou-Charentes par la mission Oref Poitou-Charentes ;
- des regards croisés sur les mobilités par quatre Oref ;
- le suivi des parcours VAE par le Crefor Haute-Normandie.

Les mobilités professionnelles

La mobilité professionnelle désigne les mouvements affectant la population active en emploi et se traduit par le changement d'emploi, d'entreprise et/ou de catégorie socioprofessionnelle des individus. C'est un phénomène complexe au carrefour de déterminants multiples.

▶ Analyse des mobilités professionnelles par métier et par secteur

Le Kit mobilité de l'Insee occupe une place de premier plan au sein des outils statistiques d'analyse des mobilités professionnelles utilisés en région. Il permet d'étudier, entre deux années consécutives, les changements de métier, voire de secteur d'activité, sur la base des Déclarations annuelles de données sociales (DADS). L'exploitation des données du recensement de la population vient, dans certains cas, compléter l'analyse.

Sources :
Kit mobilité de l'Insee, DADS et recensement de la population de l'Insee.
Types d'enquête :
Photographie, enquête qualitative.

[1] Source : Agence Rhône-Alpes pour l'amélioration des conditions de travail (Aravis), Démarche prospective 2010, "Quel travail dans 20 ans ?", Réseau Anact-Aract.

[2] Sur les dix-sept Oref ayant complété le tableau de recueil des travaux, treize ont réalisé au moins une étude sur les Parcours dans l'emploi, soit un total de quarante et une productions réalisées.

L'observation des mobilités professionnelles en Poitou-Charentes

Contexte de réalisation de l'étude

L'accord cadre entre le Sgar et l'Insee en Poitou-Charentes inclut la réalisation d'études partenariales sur des problématiques spécifiques telles que l'observation des mobilités professionnelles qui a été retenue en 2011.

Le Sgar a désigné l'ARFTLV comme partenaire de l'Insee dans la réalisation d'une étude sur cette thématique avec l'appui des partenaires et d'un comité d'experts ad hoc (Aract, CCIR, Conseil régional, Direccte, Mission locale, Onisep, Pôle emploi, Rectorat-Dafpic, université de Poitiers, Urssaf). Les résultats de cette étude ont donné lieu à une copublication avec l'Insee.

Objectifs de l'étude

Cette étude analyse les mobilités professionnelles des actifs picto-charentais, à travers les changements de métiers entre les années 2007 et 2008. Elle vise à mesurer l'importance de ces mobilités en Poitou-Charentes, notamment par rapport à d'autres régions, mais aussi à identifier les caractéristiques des personnes "en mobilité" et de leur emploi, selon qu'ils sont entrants ou sortants dans une Famille professionnelle (Fap).

Méthode

L'outil Kit Insee mobilité a été utilisé pour exploiter les données statistiques avec, pour source principale, la Déclaration annuelle de données sociales (DADS). Le champ de l'étude se limite aux actifs présents dans les métiers bien couverts par les DADS (hors agriculture, services domestiques, agents de l'État, artisans et ouvriers artisanaux, enseignants, professionnels de la politique et du clergé, ainsi que stagiaires et non-salariés). 69 familles de métiers et 18 domaines professionnels sont observés dans l'étude. Le zonage géographique retenu est le périmètre régional pour l'essentiel de l'étude.

Utilisation, apports de l'étude

Une étude de ce type était jusqu'alors inédite en Poitou-Charentes. L'un de ses apports essentiels est de permettre d'identifier et de caractériser les principaux flux d'actifs en situation de mobilité professionnelle, rendant aussi plus lisibles les proximités et passerelles possibles entre métiers et entre secteurs d'activités.

Concrètement, en Poitou-Charentes, quatre "grosses" familles professionnelles ont pu être identifiées (conducteurs de véhicules, employés administratifs d'entreprise, vendeurs, ouvriers qualifiés des industries de process). Elles regroupent 15,5 % de l'ensemble des actifs de la région. Quant aux échanges de flux les plus intenses, ils se réalisent entre les employés-agents de maîtrise de l'hôtellerie-restauration et les cuisiniers, entre les secrétaires et les employés administratifs d'entreprises, entre les vendeurs et les caissiers.

L'ensemble de tous ces éléments relatifs au poids des familles professionnelles et à l'intensité des échanges entre elles, réuni dans un panorama des mobilités professionnelles régionales, a permis de dessiner une typologie des métiers : métiers à faible niveau de qualification, premier pas dans la vie active (passage obligé servant d'éventuel tremplin), métiers plaques tournantes (diffusant vers plusieurs domaines professionnels), métiers passerelles (sas d'entrée-sortie entre deux sphères professionnelles) ou encore métiers d'aboutissement de carrière (notamment ceux de l'encadrement).

Dans un contexte de stagnation de la population active, d'augmentation du nombre de départs en retraite et de permanence des mutations économiques, la sécurisation des parcours professionnels constitue une priorité, inscrite dans le Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles 2011-2015.

Le diagnostic réalisé constitue donc un outil mis au service de l'action publique afin de mieux anticiper les ruptures sociales et professionnelles, favoriser les mobilités choisies et accompagner les personnes en mobilité professionnelle, pour un développement équilibré de l'emploi sur le territoire régional.

Dominique Jouventin,
ARFTLV Poitou-Charentes

Les trajectoires et les changements d'orientation des salariés

En tant qu'outil principal de changement professionnel, le Congé individuel de formation (Cif) s'inscrit dans une logique de sécurisation des parcours en prenant en charge la gestion des mobilités choisies et en facilitant les transitions entre les différentes situations professionnelles rencontrées. L'analyse des données contenues dans les dossiers administratifs des Fongecif permet d'observer les comportements des demandeurs de Cif dans un contexte contraint et les stratégies mises en œuvre dans la gestion des parcours professionnels.

Source :
Dossier administratif du Fongecif Pays de la Loire.
Type d'enquête :
Photographie à un temps T.

Les trajectoires professionnelles des salariés du sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif

L'objet de cette étude est de mieux comprendre ce qui amène des salariés à changer d'établissement, de région, à suivre une formation mais aussi ce qui les ancre sur un territoire ou sur une fonction. Elle a été réalisée à partir d'enquêtes qualitatives menées auprès de structures évoluant dans le secteur de la dépendance et de la protection de l'enfance (infirmiers, aides-soignants, aides médico-psychologiques, moniteurs éducateurs et éducateurs spécialisés), et implantées dans quatre régions.
L'étude s'attache à comprendre les mobilités survenues dans la vie professionnelle des personnes.

Quatre Oref se sont fortement impliqués dans ce projet en collaboration avec l'Observatoire prospectif des métiers et qualifications de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif et le laboratoire CNRS ART-Dev (centre régional associé Céreq de Montpellier).
La parution de cette étude nationale illustre la capacité du réseau des Carif-Oref à mettre en œuvre une offre de service public d'expertise emploi formation territorialisée.

Source :
Entretiens de salariés.
Type d'enquête :
Enquête qualitative.

Les parcours professionnels des contrats aidés

Cette étude, réalisée à la demande de la Direccte, a pour objectif de connaître le devenir professionnel des bénéficiaires d'un contrat unique d'insertion (CIE et CAE), les actions de suivi et d'accompagnement mises en œuvre dans le cadre de leur contrat et leur opinion sur ce contrat de travail et ses apports en termes d'insertion professionnelle.
Elle s'appuie sur l'interrogation de 500 personnes représentatives de l'ensemble des bénéficiaires sortis de CUI qui ont terminé un contrat d'accompagnement dans l'emploi entre le 1er juillet 2010 et le 30 juin 2011.

Sources :
Bases de données Opca, fichiers Direccte.
Types d'enquête :
Photographie à un temps T, enquête longitudinale.

La formation et les parcours professionnels des personnes handicapées ou inaptes

Les études sur les trajectoires professionnelles des personnes handicapées ou inaptes au poste de travail sont réalisées à la demande de la Direccte ou de l'Agefiph. Souvent exploratoires, elles s'appuient sur l'utilisation de plusieurs sources :

- données issues des Cap emploi, notamment Parcours H, logiciel de gestion de l'activité de ces structures ;
- création d'enquêtes qualitatives ;
- données issues des fichiers des médecins du travail lorsqu'il s'agit du devenir professionnel des personnes déclarées inaptes au poste de travail.

L'objectif de ces démarches est, d'une part, de mieux comprendre les grandes tendances qui caractérisent les parcours professionnels des personnes handicapées ou déclarées inaptes au poste de travail et, d'autre part, d'identifier les facteurs favorisant l'insertion professionnelle.

Sources :
Parcours H de Cap emploi, fichier Cap emploi, enquête papier, fichier des médecins du travail.
Types d'enquête :
Photographie à un temps T, enquête longitudinale, enquête qualitative.

Regards croisés sur les mobilités
Le cas de salariés de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif

Ce travail est le fruit d'un partenariat innovant associant l'Observatoire prospectif des métiers et qualifications de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif, quatre Oref (Efigip Franche-Comté, Prao Rhône-Alpes, ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur, Oref Languedoc-Roussillon) et le laboratoire CNRS ART-Dev (centre régional associé Céreq de Montpellier), qui tout au long de ce projet, ont travaillé en étroite collaboration.

Questionnement initial

Dans quelle mesure et de quelle manière la branche contribue-t-elle à la sécurisation des parcours professionnels et à une mobilité ascendante permettant l'accès à un emploi de niveau supérieur ?

En quoi le turn-over constaté dans les établissements de la branche peut-il être le reflet de tensions spécifiques à certains emplois, certaines activités ou certains territoires ?

Conscient de la forte dimension territoriale de cette thématique, l'Observatoire d'Unifaf a souhaité se rapprocher du réseau des Carif-Oref pour mener une étude à un échelon interrégional. Sur la base des constats dressés à partir de l'Enquête emploi d'Unifaf, un travail spécifique sur les régions de l'Est et du Sud-Est de la France a paru pertinent compte tenu des tensions particulières observées sur certains des territoires de ces régions (zones montagnardes et frontalières).

Champ

Les établissements sélectionnés dans l'échantillon appartiennent à deux secteurs d'activité représentatifs de l'activité de la branche et des enjeux spécifiques liés aux trajectoires professionnelles : le secteur de la dépendance et celui de la protection de l'enfance.

Dans chacune des régions, trois zones sont définies. Elles reflètent la diversité des situations et problématiques territoriales et en même temps leur transversalité d'une région à l'autre.

La tranche d'âge des salariés retenue (40-45 ans) permet de rencontrer des personnes dont le parcours est significatif en termes de durée (ayant vécu des changements législatifs, techniques, au niveau des profils des publics...) et d'aborder les questions de prévention de l'usure, de reconversion, d'accès à la promotion...

Ont été retenus les emplois "cœur de métier" du secteur, du niveau V au niveau III. Métiers du soin hors rééducation : aide-soignant (niveau V), infirmier (niveau III) ; et métiers éducatifs : aide médico-psychologique (niveau V), moniteur éducateur (niveau IV) et éducateur spécialisé (niveau III).

Méthodologie d'entretien

Bien que précédée d'une phase de cadrage s'appuyant sur des entretiens avec les directions d'établissements et les instances représentatives du personnel, la démarche retenue pour cette étude qualitative s'inspire de la méthode du récit de vie.

Pour découvrir les parcours, il a semblé pertinent de demander aux personnes de les raconter en suivant le fil chronologique. L'entretien individuel apparaît comme la forme la plus appropriée pour recueillir ce récit. Le principe est de recueillir des éléments permettant de qualifier le type de changements du point de vue des compétences mobilisées (ruptures, reconversions, évolutions progressives, déclassements...) et d'identifier les facteurs plus ou moins favorables (formation, management, organisation du travail, environnement familial...).

Au final, l'analyse a permis une approche croisée entre modes de vie des individus et systèmes de contraintes pesant sur les établissements.

Valérie Marcand,
Efigip Franche-Comté

Au nom des quatre Oref qui ont travaillé sur le sujet (Carif-Oref Languedoc-Roussillon, Efigip Franche-Comté, ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur, Prao Rhône-Alpes)

Les parcours en formation continue

L'analyse des parcours des stagiaires de la formation continue et le suivi des parcours de VAE constituent, selon notre recensement, deux axes principaux appréhendés par les Oref. Les travaux s'appuient essentiellement sur les bases de données des Régions, des prescripteurs et des certificateurs, ainsi que sur les sources administratives de l'Agence de services et de paiement (ASP). Les méthodologies mises en place reposent sur des suivis de cohortes, des enquêtes qualitatives ou encore des photographies à un temps T.

L'objectif de ces travaux est d'avoir une visibilité des actions engagées et de leurs résultats pour une meilleure utilité des fonds publics et privés et une meilleure réponse à la demande économique et sociale, notamment en termes de sécurisation des parcours professionnels.

▸ Les parcours de formation des stagiaires de la formation continue

Des places sont-elles disponibles pour préparer cette certification ? Où ? À partir de quand ? Quel organisme contacter ? Que deviennent les stagiaires à l'issue de leur formation ? Combien sont en poursuite d'études ou en emploi ? L'emploi trouvé est-il durable ? Correspond-il à la formation suivie ? Autant de questions (et bien d'autres) soulevées à différentes étapes du parcours de formation des stagiaires de la formation continue et que tentent d'éclairer les différents travaux conduits sur ce sujet.

Outils de pilotage, voire d'évaluation des dispositifs, les documents produits ont pour sources principales les données administratives et sont destinées aux financeurs, prescripteurs de formation, réseaux de l'AIO.

Sources :
Bases de données (dont base Cléo) du Conseil régional, bases de données des prescripteurs et certificateurs, sources administratives diverses.
Types d'enquête :
Suivi de cohorte, photographie, enquête qualitative.

▸ Le suivi des parcours VAE

Le suivi des parcours VAE retrace les points marquants des parcours des candidats de l'entrée dans le système jusqu'à la validation. Ce suivi fournit des informations sur le nombre de candidats ayant effectué des demandes de recevabilité, ayant obtenu la recevabilité, s'étant présentés à un jury de validation, ayant obtenu une validation complète ou partielle, sur le délai moyen entre la recevabilité et le passage devant un jury, sur l'influence de l'accompagnement sur les délais de certification... L'analyse quantitative est parfois complétée par une analyse qualitative, par exemple sur le devenir des candidats après leur passage en jury.

Ce suivi se fait en lien avec les différents certificateurs grâce aux données communiquées par les réseaux Point relais conseil et Point relais information conseil (PRC-PRIC), par les certificateurs-valideurs des régions concernées.

Sources :
Réseaux PRC et PRIC certificateurs valideurs, bases de données et enquêtes ad hoc.
Types d'enquête :
Enquête longitudinale, suivi de cohorte, photographie et enquête qualitative.

Le suivi des parcours VAE (parcours dans la VAE et parcours post-VAE)
L'observatoire VAE de Haute-Normandie

Contexte général
Le Crefor par son positionnement avait été sollicité en 2007 par la Direccte pour mettre en place un outil régional visant, pour les différents acteurs impliqués, à une observation large et partagée de la Validation des acquis de l'expérience (VAE). La mise en place de l'observatoire VAE permet de doter la Haute-Normandie d'un outillage régional afin de mesurer les processus de la VAE.

Cet observatoire comprend deux instruments complémentaires :
1. un dispositif d'observation statistique régional "Consolidation VAE" partagé, couvrant les situations de parcours de la première information VAE à la validation, mis à jour annuellement ;
2. la réalisation d'enquêtes complémentaires, mesurant le cheminement du parcours VAE (2009) et évaluant l'impact de l'obtention d'une VAE sur le parcours professionnel (2012).

Le dispositif d'observation statistique régional "Consolidation VAE"
Financement : Direccte Haute-Normandie 80 % ; Région Haute-Normandie 20 %.
Objectif
L'outil de consolidation VAE permet de rassembler les données individuelles collectées auprès des certificateurs et les Points relais conseil (PRC). Cette base de données permet de produire des indicateurs sur les caractéristiques des candidats (genre, âge, situation professionnelle, certification visée, lieu d'habitation). Après trois années de consolidation des données, nous pouvons à présent observer les variations et croiser les indicateurs afin de mieux connaître les candidats selon les étapes du parcours VAE.

L'enquête de cheminement du parcours VAE
Financement : Direccte Haute-Normandie.
Objectif
À la demande de la Direccte, le Crefor a mené une enquête d'envergure régionale visant les personnes ayant obtenu une recevabilité favorable en 2007. L'objectif est d'affiner la connaissance sur les profils des personnes engagées dans la VAE, les conditions de réussite, les motifs d'abandon, les échecs, l'accompagnement et la validation. L'identification des candidats ayant validé un dossier de recevabilité permet également de mesurer les impacts de la validation sur le parcours professionnel. Cette étude est la première de ce type en Haute-Normandie. Le document vise à dresser un état des lieux et à établir des pistes de travail pour des études plus approfondies.

L'enquête d'impact de l'obtention d'une VAE sur le parcours professionnel
Financement : Direccte Haute-Normandie.
Objectif
La Direccte a souhaité mettre en place une enquête téléphonique pour mieux comprendre l'impact de la VAE sur les parcours professionnels en Haute-Normandie. Elle permet de mieux comprendre les stratégies mises en place par les candidats ayant obtenu une validation totale ou partielle en 2009, 2010 et au 1er trimestre 2011. Les éléments recueillis concernent les évolutions professionnelles, les stratégies mises en place pour les candidats qui ont obtenu une VAE partielle, la mesure du niveau de satisfaction des candidats vis-à-vis du parcours, de l'accompagnement et des jurys, ainsi que l'évaluation de la réponse par la VAE aux objectifs de départ.

Daniel Sanchez et Pierre Leclerc,
Crefor Haute-Normandie

Les parcours d'insertion/réinsertion dans l'emploi

Photographies à un temps T, enquêtes longitudinales, suivis de cohortes, de nombreux travaux ont été réalisés par les Oref concernant cette thématique. Les enquêtes, elles, interrogent les sortants, le plus souvent quelques mois après leur sortie de formation ou d'un dispositif d'insertion/réinsertion afin d'analyser leur devenir. Ces travaux, dans leur ensemble, ne reflètent pas des trajectoires, puisqu'ils mesurent des écarts entre deux situations données. Les sources utilisées sont diverses et variées : enquêtes et/ou dispositifs régionaux d'aide à l'accès à l'emploi ou à l'adaptation au poste de travail, données des missions locales, de Pôle emploi, d'organismes de formation, de façon générale des réseaux AIO…

Certaines régions mènent une réflexion sur la construction d'un outil commun et partagé d'évaluation quantitative et qualitative des formations engagées par les financements (publics et privés) sur le champ de la Formation professionnelle tout au long de la vie (FPTLV).

▸ Le devenir des stagiaires de la formation continue

Le champ couvert par les enquêtes de suivi des stagiaires de la formation professionnelle continue est le plus souvent celui des actions de formation financées par les conseils régionaux dans le cadre de la mise en œuvre des CPRDFP. Parmi les principales sources mobilisées se trouvent les bases gérées par l'ASP pour le compte des conseils régionaux. Ce type de base est alimenté en continue par les organismes de formation. Elles contiennent des données d'état civil sur les individus, des données sur la situation des stagiaires à l'entrée en formation, sur l'action de formation suivie, sur le suivi des stagiaires à 3, 6 et 12 mois…

Les travaux sur le devenir des stagiaires de la formation continue visent en particulier à pallier l'absence de lisibilité sur ces parcours. Les outils existants sont pour l'essentiel des tableaux de bord fournissant des données à un temps T (nombre d'entrées en formation, nombre d'heures consommées…), mais ne permettant pas de retracer des parcours.

À signaler aussi que des réflexions sont en cours dans certaines régions pour arriver à un système global de suivi des stagiaires de la formation continue, tous financeurs confondus.

Sources :
Bases de données (dont base Cléo) du Conseil régional, programme régional de formation professionnelle continue, enquête du Conseil régional.
Types d'enquête :
Photographie, enquête longitudinale, suivi de cohorte.

Le devenir des stagiaires de la formation continue en Midi-Pyrénées

Contexte et objectifs

La Région Midi-Pyrénées, dans le cadre de sa politique de formation, souhaite suivre et évaluer différents dispositifs dont elle a la compétence. Des enquêtes auprès des apprentis, des formés dans le sanitaire et social et auprès des stagiaires du Programme régional de formation professionnelle (PRFP) sont menées chaque année pour connaître l'opinion de chaque bénéficiaire sur la formation qu'il a suivie et sur sa situation à l'issue de la formation. La Région souhaite ainsi mesurer la satisfaction des personnes à l'égard de la formation suivie, son "utilité", l'insertion ou réinsertion professionnelle dans le temps avec le type d'emploi occupé, les difficultés liées à la recherche d'emploi et, enfin, l'adéquation entre la formation suivie et le métier exercé.

En plus de l'aide au pilotage des formations, ces travaux ont pour objectif d'informer les professionnels, les jeunes et leurs familles et apporter une meilleure connaissance des dispositifs existants et de leurs résultats.

Méthode

Concernant l'enquête sur les stagiaires du PRFP, la Région Midi-Pyrénées élabore le questionnaire et fait appel à un prestataire qui adresse à chaque stagiaire le questionnaire par courrier, puis effectue des relances par téléphone ou par courriel jusqu'à obtention d'un taux de réponse satisfaisant. Cinq groupes de bénéficiaires sont constitués selon les différents dispositifs :

- les chèques formation (actions permettant d'acquérir des compléments de compétences) et les bancs d'essai métiers (actions permettant aux stagiaires d'être accueillis dans une entreprise pour être mis dans les conditions d'exercice du métier afin de valider ou non leur projet avant d'entamer une formation ciblée sur un métier) ;
- les formations en enseignement supérieur ;
- les formations relevant de l'agriculture ;
- les formations à la création d'entreprise ;
- l'ensemble des autres actions.

Chaque groupe est interrogé à 6 et à 12 mois après la formation (sauf pour les bénéficiaires de formations à la création d'entreprise ou relevant de l'agriculture interrogés à 12 mois seulement). En 2012, 14 500 questionnaires ont été envoyés. 6 400 ont répondu (soit un taux de retour moyen de 44 %).

Depuis 2011, la Région sollicite le Carif-Oref Midi-Pyrénées pour effectuer l'analyse de ces différentes enquêtes, notamment celles auprès des stagiaires du PRFP. Les questionnaires et fichiers de données collectés par le prestataire sont communiqués au Carif-Oref qui vérifie les informations, réalise les traitements statistiques et rédige l'étude. Le Carif-Oref, à la demande de la Région, a également produit une synthèse sur la satisfaction et le devenir des trois publics : apprentis, bénéficiaires du PRFP et des formations sanitaires ou sociales.

Utilisation

Les utilisations de ces données et analyses par le Carif-Oref sont multiples :

- diagnostic régional emploi formation réalisé dans le cadre du CPRDFP ;
- présentations dans le cadre de la mission d'animation et de professionnalisation ;
- tableaux de bord en ligne pour les professionnels et indicateurs spécifiques pour la Région accessibles via un extranet.

Christiane Lagriffoul,
Carif-Oref Midi-Pyrénées

Trajectoires et changements d'orientation des demandeurs d'emploi

Les informations disponibles concernant la formation des demandeurs d'emploi proviennent principalement des outils de suivi des actions. Les conseils régionaux demandent en général aux organismes de formation de faire remonter la situation des stagiaires de 3 mois à 6 mois après leur sortie de formation (emploi, poursuite de formation, recherche d'emploi, autre situation).

Parmi les principaux indicateurs utilisés pour analyser le suivi des stagiaires figurent les taux d'échec, de réussite et d'abandon de formation ; le taux d'insertion dans l'emploi ou de retour en formation ; le lien entre le domaine professionnel d'insertion et le domaine de spécialité ; la situation vis-à-vis de l'emploi (type de contrat).
Il peut s'agir aussi d'étudier l'opinion des stagiaires quant au déroulement de la formation suivie, quant à leur mobilité géographique, aux démarches entreprises et aux difficultés liées à la recherche d'emploi.

Sources :
Programme régional de formation pour demandeurs d'emploi, données provenant des Missions locales, des permanences d'accueil, d'information et d'orientation, des organismes de formation, de l'Afpa et de Pôle emploi.
Types d'enquête :
Photographie, suivi de cohorte, enquête qualitative.

Les femmes en Cif CDD

La mission d'information et de conseil des salariés dans la mise en œuvre d'un Congé individuel de formation (Cif) ou d'un bilan de compétences, assurée par le Fonds paritaire interprofessionnel régional agréé po ur la gestion du Cif et d'autres dispositifs complémentaires (Fongecif), se traduit dans certains cas par des enquêtes sur les personnes suivant une formation dans le cadre d'un Congé individuel de formation.
Conformément au programme européen d'égalité des chances entre les femmes et les hommes, l'enquête cible les femmes demandeurs d'emploi suivant ou ayant suivi une formation en Cif CDD. Le but est d'apprécier les conditions de retour à l'emploi de cette catégorie bénéficiaire de Cif CDD. L'enquête menée rend ainsi compte du parcours de formation, des succès à l'issue de formation, des emplois et perspectives d'emploi, voire des créations d'entreprise consécutives.

Source :
Enquête Fongecif.
Type d'enquête :
Photographie à un temps T.

Le Passeport orientation formation

Dans le cadre de la sécurisation des parcours et conformément à l'Accord national interprofessionnel de 2003 (renforcé par la loi de 2009), quelques régions ont souhaité la mise en œuvre d'un Passeport orientation formation commun à l'ensemble des citoyens et/ou actifs régionaux.

En Poitou-Charentes, le Passeport orientation formation est un outil appartenant à l'individu, dont toutes les données sont sécurisées et qui retrace les différentes étapes du parcours professionnel individuel. Véritable journal de bord, il capitalise les diplômes, titres, certifications, permis, Caces et habilitations professionnelles, attestations d'activités, les emplois et expériences professionnelles, ainsi que les informations relatives aux expériences personnelles et/ou associatives.

Plusieurs évolutions de l'outil pourraient être envisagées avec, d'une part, un recensement plus précis des compétences des personnes et, d'autre part, avec l'accord préalable du titulaire, l'accès au contenu du Passeport orientation formation, pour les acteurs de l'AIO. La finalité est double : faciliter la "reconnaissance" des compétences déclarées par les individus et optimiser le travail des différents acteurs du territoire en leur permettant de disposer des informations relatives au parcours des personnes qu'elles accompagnent. Ce fil rouge n'exclut ni ne remplace les autres outils déjà mis en œuvre par les acteurs locaux.

Source :
Passeport orientation formation.
Types d'enquête :
Photographie, enquête qualitative.

CONCLUSION

La connaissance des parcours tout au long de la vie, parcours scolaires et parcours professionnels, représente un fort enjeu pour l'action publique. Cette connaissance est d'autant plus nécessaire que l'on constate aujourd'hui une augmentation de la diversité et de la complexité de ces parcours. Cela se vérifie dans les analyses réalisées par les acteurs nationaux comme le Céreq ou la Dares et par les travaux conduits par les Carif-Oref®; études dans lesquelles sont de plus en plus souvent approfondies les notions de décrochage, de rupture, de précarité, de flexibilité. Thierry Berthet, lors des Troisièmes rencontres Céreq - Dares - Réseau Carif-Oref, ajoutait à ce titre que "la notion de parcours était utilisée comme étant une notion qui caractérise la déstabilisation de la relation sociale[1]".

La connaissance de la notion des parcours représente un enjeu véritable car elle est désormais très présente dans tous les débats dans l'ensemble des composantes des structures et institutions travaillant sur le champ des relations formation-emploi.

Elle interpelle donc les Carif-Oref comme structures régionales expertes des questions formation-emploi qui ont pour missions d'informer, d'outiller, d'alimenter et d'accompagner, les instances régionales, lieux de concertation et lieux de décisions sur ces questions : CCREFP, CPRDFP, Direccte et autorités académiques, Conseil régional...

L'analyse des parcours est bien au cœur de la problématique des questions liées aux relations formation-emploi. C'est pourquoi chaque Carif-Oref dans sa région, plus généralement l'Oref, a été saisi ou s'est saisi de ce thème d'étude. Il était donc normal que le réseau des Carif-Oref, dont une des vocations premières est d'échanger sur les pratiques de chacun et de les capitaliser, s'en saisisse à son tour et fasse un bilan des travaux et études engagés.

La première partie du document a retracé l'approche globale du thème des parcours, précisé et insisté sur l'apport des Oref, sur les différentes méthodes d'analyse.

La seconde partie, la plus riche en termes d'exemples, montre que les Carif-Oref abordent la plupart des approches qui expliquent "le parcours comme une succession d'évènements et de positions occupées par un individu tout au long de la vie[2]".

Dans une forme de typologie, les analyses conduites par les Carif-Oref ont été regroupées en trois temps forts du parcours individuel :

- le parcours d'orientation et de formation initiale dans lequel, au-delà de l'analyse du parcours normatif dont l'accès au diplôme reste un gage de réussite d'insertion, l'accent est mis autour des travaux sur les ruptures de contrat d'apprentissage et sur l'observation du décrochage scolaire ;
- le parcours d'entrée dans la vie active qui démontre, au-delà de la seule lecture d'une adéquation formation-emploi, l'importance de la mesure des processus d'insertion professionnelle des toutes premières années comme réussite d'un parcours professionnel en devenir ;
- le parcours dans l'emploi dont l'objectif recherché est la sécurisation comme le confirment les travaux sur les mobilités professionnelles et ceux sur la formation continue, cette dernière étant avec la dimension insertion - réinsertion dans l'emploi un outil de construction - reconstruction du parcours professionnel.

[1] Parcours en formation et en emploi, Quels enseignements pour l'action ? : Troisièmes rencontres interrégionales Céreq - Dares - Réseau Carif-Oref, [Rouen 2011], Marseille : Céreq, Relief, nº 40, septembre 2012.

[2] Doray Pierre, chercheur de l'Université du Québec à Montréal, cité par Thierry Berthet, in Parcours en formation et en emploi, Quels enseignements pour l'action ? : Troisièmes rencontres interrégionales Céreq - Dares - Réseau Carif-Oref, [Rouen 2011], Marseille : Céreq, Relief, nº 40, septembre 2012.

Ces travaux sont conduits le plus souvent par les Carif-Oref, en partenariat ou non, à la demande des acteurs régionaux qui les sollicitent et/ou inscrivent les productions dans l'activité de l'Oref, qu'ils soient, principalement, autorités académiques ou universités, Conseil régional et Direccte.

Ces travaux montrent également que l'analyse des parcours est abordée plus régulièrement désormais sous un angle de connaissances dynamiques avec des indicateurs mettant en œuvre les variables temporelles pour comprendre les durées dans chaque situation ou d'accès à une situation caractérisant le parcours selon l'individu et selon les caractéristiques de l'individu.

En cela, les travaux du Céreq avec lequel le réseau des Carif-Oref souhaite tisser des liens encore plus étroits, notamment sur les méthodes, sont d'un apport précieux.

La valeur ajoutée des Carif-Oref dans ces travaux se situe dans l'approche territoriale.

En effet, la dimension régionale, voire infrarégionale, permet une analyse plus fine à la fois sur le lien formation emploi, les trajectoires professionnelles et les pratiques de recrutement des entreprises. Les analyses de parcours menées par les Carif-Oref favorisent le dialogue entre les acteurs régionaux, avec dans la mesure du possible les acteurs locaux, en particulier dans le cadre de l'outillage du CPRDF ; elles contribuent aussi par un travail sur l'appropriation des résultats à alimenter les réseaux de l'accueil, de l'information, de l'orientation et de l'accompagnement.

Dans les prochains mois, le groupe "Analyse des parcours" va poursuivre son travail de recueil des productions des Carif-Oref sur cette thématique et régulièrement alimenter les pages dédiées du nouveau site du réseau intercariforef.org. Il est également impliqué dans les différents lieux de réflexion : rencontre annuelle des Carif-Oref (Ajaccio, septembre 2013), projet de groupe de travail méthode avec le Céreq…

Les questionnements ne manquent pas sur lesquels le groupe aura à se pencher, afin d'améliorer la capacité des Carif-Oref de répondre aux acteurs régionaux en termes qualitatifs :

- Comment développer les travaux des Carif-Oref autour de la notion de parcours tout au long de la vie, d'itinéraire professionnel, de mobilité dans le cadre d'études régionales ?
- Quels apports pour une meilleure lecture des ajustements emploi-formation ? Quel type d'analyse ? Quelles spécificités selon les publics, les territoires, les branches professionnelles ?
- Comment alimenter la réflexion des acteurs, en particulier économiques, sur la notion de parcours tout au long de la vie ?
- Quels outils développer ?
- Quels critères déterminants permettant d'identifier et de qualifier les trajectoires à travers continuité et rupture ?

Quelques travaux des Oref sur les parcours d'orientation et de formation initiale de 2010 à 2013

▸ Les parcours de formation des jeunes dans l'enseignement secondaire et supérieur

Gip Alfa Centre

Quelle importance de la spécialité de formation dans le choix d'une formation professionnelle ?,
Orfe, Gip Alfa Centre, juin 2011

L'inscription des élèves de 3e dans la voie professionnelle après affectation en 2009,
Orfe, Gip Alfa Centre, juin 2011

Suivi de cohorte sur trois ans des entrants en bac pro en 2009,
Orfe, Gip Alfa Centre, mai 2013

Suivi de cohorte sur trois ans des entrants en CAP en 2009,
Orfe, Gip Alfa Centre, mai 2013

C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais

Parcours post-bac des bacheliers de l'Académie de Lille dans l'enseignement supérieur du Nord-Pas-de-Calais,
Duwez Emmanuelle,
Vannienwenhove Thomas
Ores, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais,
Ores Population, novembre 2011

Profil et poursuite en études supérieures des inscrits en DAEU, Jablonka Camille,
Ores, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais,
mai 2011

Gip Corse compétences Oref

Les chiffres-clés de l'apprentissage sur la période 2002-2009,
Dominici Brigitte,
Oref, décembre 2010

Errefom Basse-Normandie

Après une première année dans l'enseignement supérieur en Basse-Normandie (Subanor 2008),
ORFS, Errefom, janvier 2011

Les fiches projets des bacheliers 2008,
ORFS, Errefom, mai 2010

Les bacheliers agricoles bas-normands (Subanor 2008),
ORFS, Errefom, L'Info, n° 37,
février 2010

ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur

Enquête apprentissage et handicap, Quelles conditions d'intégration en milieu ordinaire ?,
Lorent Pierre,
ORM, Études, n° 15, décembre 2010

Les future(s) infirmier(e)s de Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Petrovitch Adeline, ORM , En ligne "Bulletin du sanitaire et social en Paca", n° 2, mars 2010

▸ Les ruptures de contrat d'apprentissage

Efigip Franche-Comté

Comment éviter les ruptures des contrats en alternance ?,
Efigip, Le Point sur..., n° 60, mai 2011

Ruptures des contrats en alternance : des causes récurrentes,
Efigip, Note thématique, 2010

Gip Carmée Picardie

Étude sur les motifs de rupture de contrats d'apprentissage,
Gip Carmée, mars 2013

Gref Bretagne

Les ruptures d'apprentissage en Bretagne, Campagne 2008-2009 et 2009-2010,
Metay Catherine,
Gref Bretagne, février 2013

Les ruptures d'apprentissage en Bretagne,
Metay Catherine,
Gref Bretagne, octobre 2010

▸ L'observation du décrochage scolaire

C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais

Le décrochage scolaire en région Nord-Pas-de-Calais : panorama statistique,
C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, mai 2010

Efigip Franche-Comté

La lutte contre le décrochage scolaire : un enjeu fort pour les pouvoirs publics,
Efigip, Note thématique, décembre 2012

Prao Rhône-Alpes

Mission d'observation du décrochage scolaire et des sorties sans qualification,
Beaubouchez Christelle,
Prao, Synthèse et analyse statistique, novembre 2011

Mission d'observation du décrochage scolaire et des sorties sans qualification, Rapport complet,
Beaubouchez Christelle, Louis Pierre,
Prao, Synthèse et analyse statistique, novembre 2011

Quelques travaux des Oref sur les parcours d'entrée dans la vie active de 2010 à 2013

▶ L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale

Aquitaine Cap métiers

Enquête Ipa 2012, L'insertion des apprentis aquitains (exploitation par GFE), Aquitaine Cap métiers, Les cahiers de l'observatoire, mars 2013

C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais

Les sortants de l'enseignement supérieur en Nord-Pas-de-Calais, Génération 2007, Costenoble Ophélie (C2RP), Cart Benoît (Clersé) et Toutin Marie-Hélène (Clersé), C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, mars 2013

L'entrée dans la vie active des jeunes du Nord-Pas-de-Calais (enquête menée au 1er février 2012 auprès des jeunes sortis à l'issue de l'année scolaire 2010-2011), C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, publication annuelle, mars 2013

Évolution sur 5 ans de l'insertion professionnelle des sortants de classe terminale, Enquêtes Iva 2007 à 2011, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, septembre 2012

L'insertion professionnelle des sortants d'année terminale, Comparaison entre le Nord-Pas-de-Calais et la France, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, juillet 2012

Historique sur 5 ans de l'insertion des apprentis de classe terminale en région Nord-Pas-de-Calais et en comparaison avec la France, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, juillet 2012

L'insertion professionnelle des apprentis du Nord-Pas-de-Calais, enquête 2011, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, publication annuelle, avril 2012

Quand l'école est finie en Nord-Pas-de-Calais, Génération 2007, Costenoble Ophélie (C2RP), Cart Benoît (Clersé) Toutin Marie-Hélène (Clersé), C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, mars 2012

L'insertion des apprentis sortants d'années intermédiaires de formation, Enquête Ipa 2010, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, septembre 2011

Principales caractéristiques de l'insertion professionnelle des sortants de classes terminales selon le niveau de formation, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, juillet 2011

Caractéristiques de la population des sans emploi : qui sont les sans emploi de l'enquête Iva 2010 ?, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, juillet 2011

L'insertion des apprentis sortis du système scolaire avant l'année terminale de formation (niveaux IV, V et V bis), Enquête Ipa 2009, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, juin 2011

L'insertion professionnelle des sortants d'années intermédiaires en région Nord-Pas-de-Calais (niveaux IV, V et V bis), Enquête Ipa 2009, C2RP-Oref Nord-Pas-de-Calais, septembre 2010

Carif-Oref Pays de la Loire

S'insérer sur le marché du travail dans un contexte économique en crise : les apprentis et les lycéens dans les Pays de la Loire, Melquiond Véronique (Carif-Oref Pays de la Loire), Michaud Sonia (Académie de Nantes), Carif-Oref Pays de la Loire, Trajectoires et transitions, nº 1, juin 2010

Crefor Haute-Normandie

L'insertion des apprentis en quelques chiffres : insertion professionnelle des apprentis sortis des CFA de Haute-Normandie en juin 2011 (cohorte 2011, 1ère vague, suivi à 7 mois, dispositif Seine), Rebillon Christèle, Crefor, Repères, nº 13, publication annuelle, mars 2013

L'insertion des apprentis en quelques chiffres : insertion professionnelle des apprentis sortis des CFA de Haute-Normandie en juin 2010 (cohorte 2010, 3e vague, suivi à 18 mois, dispositif Seine), Rebillon Christèle, Crefor Haute-Normandie, Repères, nº 12, publication annuelle, février 2013

L'insertion des apprentis en quelques chiffres : insertion professionnelle des apprentis sortis des CFA de Haute-Normandie en juin 2010 (cohorte 2010, 2e vague, suivi à 12 mois, dispositif Seine), Rebillon Christèle, Crefor, Repères, nº 10, publication annuelle, mai 2012

Dispositif Seine : l'insertion professionnelle des apprentis sortis des CFA de Haute-Normandie en juin 2010 (cohorte 2010, 1re vague, suivi à 7 mois), Rebillon Christèle, Crefor, publication annuelle, novembre 2011

Dispositif Seine : l'insertion professionnelle des apprentis sortis des CFA de Haute-Normandie en juin 2009 (cohorte 2009, 3e vague, suivi à 18 mois), Rebillon Christèle, Crefor, publication annuelle, septembre 2011

Dispositif Seine : l'insertion professionnelle des apprentis sortis des CFA de Haute-Normandie en juin 2009 (cohorte 2009, 2e vague, suivi à 12 mois), Rebillon Christèle, Crefor, publication annuelle, avril 2011

Efigip Franche-Comté

L'insertion professionnelle des apprentis progresse pour la deuxième année consécutive (Ipa),
Efigip, Le Point sur..., nº 70, juin 2012

L'insertion professionnelle des lycéens s'améliore,
Efigip, Le Point sur..., nº 68, juin 2012

Errefom Basse-Normandie

Le devenir des titulaires d'une licence professionnelle obtenue en 2008 à l'UCBN,
ORFS, Errefom,
publication annuelle, 2011

Le devenir des titulaires d'un master obtenu en 2008 à l'UCBN,
ORFS, Errefom,
publication annuelle, 2011

Le devenir des titulaires d'un DUT obtenu en 2008 à l'UCBN,
ORFS, Errefom,
publication annuelle, 2011

Gip Corse Compétences Oref

L'insertion professionnelle des bénéficiaires des PRFPA 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009,
Dominici Brigitte, Gip Corse Compétences Oref, Document de travail, nº 110, décembre 2010

L'insertion professionnelle des apprentis en Corse en 2009,
Dominici Brigitte,
Gip Corse Compétences Oref,
Document de travail, nº 106, juin 2010

Gref Bretagne

Filles et garçons en contrat d'apprentissage : orientation, parcours de formation et insertion,
Leroy Christophe,
Gref Bretagne, 2013

Insertion des apprentis région Bretagne (Cohorte 2011 insertion à 7 mois),
Leroy Christophe
Gref Bretagne, Iroise, décembre 2012

L'insertion professionnelle à 18 mois des apprentis sortis des CFA de Bretagne en 2008, Leroy Christophe,
Gref Bretagne, Iroise, octobre 2010

Opeq Champagne-Ardenne

L'insertion professionnelle des sortants de formations universitaires en 2009-2010 en Champagne-Ardenne (situation en septembre 2011),
Duquesne Aurore, Sadin Véronique,
Opeq, Cahier de l'Opeq, nº 216,
octobre 2012

L'insertion professionnelle à six mois des stagiaires des parcours de formation qualifiants 2010-2011,
Em Hélène,
Opeq, Extrait du Cahier de l'Opeq, nº 214,
mai 2012

L'insertion professionnelle des apprentis ayant terminé un cycle d'apprentissage en 2010 en Champagne-Ardenne (situation en janvier 2012),
Lagardère Émilie, Sadin Véronique,
Opeq, Cahier de l'Opeq, nº 198,
septembre 2011

L'insertion professionnelle à six mois des stagiaires du PRF 2009-2010,
Em Hélène,
Opeq, Cahier de l'Opeq, nº 192, publication annuelle, 2011

ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur

"Elite" Note de synthèse du rapport d'évaluation "Observatoire régional des métiers",
Landrier Séverine, Millard Sonia,
ORM, février 2013

"Elite", Rapport d'évaluation "Observatoire régional des métiers",
Landrier Séverine, Milliard Sonia,
ORM, février 2013

Finir ses études en Paca, Trajectoires d'insertion des jeunes entre 2004 et 2007,
Reveille-Dongradi Cécile,
ORM, En ligne "Note Parcours", nº 4, mai.2012

L'expérimentation locale de l'insertion territorialisée des étudiants, Un outil de la transition formation-emploi ?,
Landrier Séverine,
ORM, En ligne "Projet ELITE", note nº 2, septembre 2010

Fragilité ou autonomie : à quoi se joue la qualité de l'insertion ?,
Liaroutzos Olivier,
Reveille-Dongradi Cécile,
ORM, Mémo, nº 47, juin 2010

Prao Rhône-Alpes

L'insertion professionnelle des apprentis formés en Rhône-Alpes 7 mois après leur sortie de formation : enquête 2012, promotions sorties en 2011,
Bourguignon Alicia, François Boris,
Prao, Éducation nationale, Apprentissage, publication nº 4, février 2013

L'insertion professionnelle des apprentis de niveau V formés en Rhône-Alpes 18 mois après leur sortie de formation : enquête 2012, promotions sorties en 2010,
Bourguignon Alicia, François Boris,
Prao, Éducation nationale, Apprentissage, publication nº 3, octobre 2012

Quand l'école est finie... La génération 2004 en Rhône-Alpes - que deviennent les jeunes sorties de l'appareil de formation sur les 3 premières années ?,
Le Doaré Morgane, Maille Françoise,
Prao, Direccte Rhône-Alpes, juin 2011

▸ L'insertion professionnelle des sortants de formation initiale par spécialité

C2R Bourgogne

Portrait des nouveaux salariés du BTP, C2R Bourgogne, juin 2010

Carif-Oref Pays de la Loire

L'insertion professionnelle des titulaires du BPJEPS Activités gymniques forme et force, diplômés en 2009-2010, Melquiond Véronique, Carif-Oref Pays de la Loire, octobre 2012

L'insertion professionnelle des titulaires du BPJEPS Animation sociale, diplômés en 2008-2009, Melquiond Véronique, Carif-Oref Pays de la Loire, octobre 2011

L'insertion professionnelle des titulaires du BPJEPS Activités physiques pour tous, diplômés en 2007-2008, Melquiond Véronique, Carif-Oref Pays de la Loire, octobre 2010

Efigip Franche-Comté

L'insertion professionnelle des lycéens agricoles se maintient malgré un contexte économique peu favorable, Efigip, Le Point sur..., nº 69, juin 2012

L'insertion professionnelle des lycéens agricoles moins favorable du fait de la crise économique, Efigip, Le Point sur..., nº 55, septembre 2010

Gref Bretagne

Trajectoires professionnelles à 3 ans des diplômés du domaine sanitaire et social en 2008, Bourdin Vincent, Gref Bretagne, Iroise, juin 2012

Insertion à 12 mois des diplômés 2008 des formations sanitaires et sociales, Bourdin Vincent, Gref Bretagne, novembre 2010

Opeq Champagne-Ardenne

L'insertion professionnelle des sortants de formations sanitaires en 2009-2010 en Champagne-Ardenne (situation en septembre 2011), Duquesne Aurore, Sadin Véronique, Opeq, Cahier de l'Opeq, nº 218, octobre 2012

L'insertion professionnelle des sortants de formations sociales en 2009-2010 en Champagne-Ardenne (situation en septembre 2011), Duquesne Aurore, Sadin Véronique, Opeq, Cahier de l'Opeq, nº 217, octobre 2012

L'insertion professionnelle des sortants de formations dites "mixtes" en 2009-2010 en Champagne-Ardenne (situation en septembre 2011), Duquesne Aurore, Sadin Véronique, Opeq, Cahier de l'Opeq, nº 215, octobre 2012

▸ L'insertion professionnelle des publics sortis de dispositifs spécifiques

Carif-Oref Midi-Pyrénées

École régionale de la 2e chance : le devenir des élèves sortis en 2009, Pradeau-Nier Françoise, Michaud-Pagasse Robin, Carif-Oref Midi-Pyrénées, Profils et parcours, mars 2011

Crefor Haute-Normandie

Diagnostic handicap, principaux résultats et enjeux : diagnostic emploi et formation des personnes handicapées en Haute-Normandie, Mansouri Malika, Crefor Haute-Normandie, Repères, nº 7, novembre 2011

Gip Carmée Picardie

L'insertion professionnelle à l'issue des contrats aidés en Picardie, Gip Carmée, décembre 2011

Gref Bretagne

Rapports d'activité sur l'accueil et le suivi des jeunes en mission locale, Leroy Christophe, Gref Bretagne, 2012

Opeq Champagne-Ardenne

Insertion professionnelle à l'issue d'un contrat de professionnalisation en Champagne-Ardenne - Jeunes de moins de 26 ans sortis du dispositif en 2009 (situation début 2011), Opeq, juillet 2011

Orefq Lorraine

Les jeunes accompagnés par le réseau des missions locales et des PAIO et l'alternance, Jimenez Fabienne, Orefq, Bulletin Orefq Info, nº 42, mai 2012

L'accueil des jeunes par le réseau des missions locales et des PAIO au 31 décembre 2009, Jimenez Fabienne, Orefq, Bulletin Orefq Info, nº 37, novembre 2010

Quelques travaux des Oref sur les parcours dans l'emploi de 2010 à 2013

Les mobilités professionnelles

ARFTLV Poitou-Charentes

70 000 mobilités professionnelles en Poitou-Charentes : pour un développement équilibré de l'emploi sur le territoire,
Maisonneuve Olivier (Insee),
Moreau Gérard (Insee),
Girardeau Christophe (ARFTLV),
Jouventin Dominique (ARFTLV),
Insee, Décimal,
nº 316, mars 2012

Carif-Oref Auvergne

Les mobilités professionnelles en Auvergne,
Lasbats François (Insee), Sérandon Anne (Carif-Oref Auvergne) et Malgras Jacques (Carif-Oref Auvergne),
Insee, La Lettre, nº 72,
avril 2011

Le parcours des candidats à la VAE en Auvergne, Cohorte 2007-2008,
Carif-Oref Auvergne,
mars 2012

Efigip Franche-Comté

La moitié des salariés mobiles de l'industrie restent dans l'industrie,
Adrover Stéphane (Insee),
Billion Marc (Efigip),
Insee, L'Essentiel, nº 145, avril 2013

Gref Bretagne

Rapports Insertion professionnelle des bénéficiaires d'un contrat unique d'insertion-contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE),
Leroy Christophe.
Gref Bretagne, Iroise, décembre 2012

Trajectoires inaptitudes, le devenir à 12 mois des personnes déclarées inaptes au poste de travail,
Fernand Julien,
Gref Bretagne, septembre 2012

Inter Oref

Regards croisés sur les mobilités : le cas de salariés de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif,
Observatoire Unifaf, Efigip, Prao, ORM et Atout métiers Languedoc-Roussillon,
2012

ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les métiers des sports du littoral en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Des mobilités professionnelles souvent choisies,
Dumortier Anne-Sophie,
ORM, Études, nº 19, septembre 2012

Les réorientations à répétition : précarité du projet de métier, précarité du demandeur d'emploi,
Lorent Pierre, in Parcours en formation et en emploi. Quels enseignements pour l'action ? Troisièmes rencontres interrégionales Céreq - Dares - Réseau Carif-Oref,
Céreq, Relief, nº 40, pp. 60-64, 2012

Mobilités professionnelles : un domaine d'intervention transversal,
Liaroutzos Olivier, in Le réseau des Carif-Oref : information, orientation et prospective sur les territoires,
Centre Inffo, Actualité de la formation permanente nº 226-227, pp. 23-27, 2010

Déploiement des compétences lors des mobilités professionnelles, Étude de trajectoires professionnelles autour de l'industrie en Paca,
Mailliot Stéphanie,
ORM, Regards, nº 3, 2010

Mobilités professionnelles : de quoi parle-t-on ? Enjeux et complexité d'une question contemporaine,
Mailliot Stéphanie, in Insertion, formation, emploi : analyse critique des outils conceptuels des professionnels,
Céreq, Relief, nº 32, pp. 57-61, 2010

▸ Les parcours en formation continue

Carif-Oref Pays de la Loire
Se former dans un contexte économique en crise : regard sur les demandes de Congés individuels de formation (CIF) en Pays de la Loire.
Melquiond Véronique (Carif-Oref Pays de la Loire), Yvenat Christelle (Fongecif Pays de la Loire)
Carif-Oref Pays de la Loire, Trajectoires et transitions, nº 2, janvier 2011

Crefor Haute-Normandie
Impact de la VAE : étude de l'impact de la VAE sur les parcours professionnels en Haute-Normandie auprès des candidats ayant obtenu une validation partielle ou totale en 2009 et 2010,
Sanchez Daniel, Crefor, Repères,
nº 11, décembre 2012

Gip Carmée Picardie
Analyse de l'accès à la formation professionnelle des bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés en Picardie,
Gip Carmée, mars 2013

Gref Bretagne
Parcours en VAE des personnes ayant passé un jury au cours de l'année 2009 en Bretagne,
Fernand Julien,
Gref Bretagne, mars 2012

Prao Rhône-Alpes
Les candidats à la validation des acquis de l'expérience en Rhône-Alpes, Quels parcours pour quels résultats ?,
Dakhouche Mathilde (Prao),
Rollet Delphine (Prao),
Maile Françoise (Direccte),
Prao, Direccte (SESE), juin 2011

▸ Les parcours d'insertion/ réinsertion dans l'emploi

C2R Bourgogne
La formation dans les parcours professionnels des personnes handicapées en Bourgogne, Comment expliquer les difficultés d'insertion après la formation ?,
C2R Bourgogne, juillet 2011

Observatoire des trajectoires : étude antérograde auprès d'un échantillon de stagiaires des actions de formation financées par le CR Bourgogne sortis de formation en 2005-2006
C2R Bourgogne, 2010
Renseignements C2R Bourgogne

Carif-Oref Pays de la Loire
La formation professionnelle des demandeurs d'emploi : la recherche de formation, une phase de transition au cœur du parcours professionnel,
Melquiond Véronique,
Carif-Oref Pays de la Loire, Trajectoires et transitions, nº 3, juillet 2011

Efigip Franche-Comté
Parcours de formation et d'emploi de travailleurs handicapés pris en charge par Cap emploi (données janvier 2007), Efigip, septembre 2011

Étude de parcours de formation de stagiaires handicapés en Franche-Comté,
Efigip, 2010

Gip Carmée Picardie
Former les personnes non diplômées : perspectives sectorielles et territoriales d'insertion professionnelle en Picardie,
Gip Carmée, juin 2012

Gref Bretagne
Trajectoires professionnelles des bénéficiaires du Chèque Force 2010-2011,
Bourdin Vincent,
Gref Bretagne, Iroise, septembre 2012

Les Trajectoires professionnelles des bénéficiaires du Programme régional des stages 2008-2009,
Leroy Christophe,
Gref Bretagne, Iroise, février 2012

Le Chèque formation, insertion professionnelle des bénéficiaires à 12 mois,
Metay Catherine,
Gref Bretagne, Iroise, décembre 2011

ORM Provence-Alpes-Côte d'Azur
Enquête apprentissage et handicap, Quelles conditions d'intégration en milieu ordinaire ?,
Lorent Pierre,
ORM, Études, nº 15, décembre 2010

DOCUMENT RÉALISÉ PAR LE GROUPE PARCOURS

Directeur référent : Luc Chevalier (Crefor)
Coordinateurs techniques : Boris François (Prao) et Cécile Reveille-Dongradi (ORM)
Rédaction : Luc Chevalier (Crefor)
Emmanuel Christain (Crefor)
Boris François (Prao)
Dominique Jouventin (ARFTLV)
Christophe Leroy (Gref Bretagne)
Véronique Melquiond (Carif-Oref Pays de Loire)
Isabelle Przybylski (Efigip)
Christèle Rebillon (Crefor)
Cécile Reveille-Dongradi (ORM)
Document mis en page : Léa Boutry (Efigip)

LISTE DES OREF AYANT PARTICIPÉ AU GROUPE PARCOURS

Aquitaine	**Cap métiers**
Auvergne	**Carif-Oref Auvergne**
Basse-Normandie	Espace régional de ressources sur l'emploi, la formation et les métiers (**Errefom**)
Bourgogne	Centre régional de ressources Bourgogne (**C2R Bourgogne**)
Bretagne	Gip relation emploi-formation Bretagne (**Gref Bretagne**)
Centre	**Gip Alfa Centre**
Champagne-Ardenne	Observatoire permanent de l'évolution des qualifications (**Opeq**)
Corse	**Gip Corse Compétences**
Franche-Comté	Emploi formation insertion en Franche-Comté (**Efigip**)
Guadeloupe	**Carif-Oref Guadeloupe**
Haute-Normandie	Centre de ressources emploi-formation (**Crefor**)
Île-de-France	**Défi métiers**
Languedoc-Roussillon	**Atout métiers**
Limousin	**Prisme Limousin**
Lorraine	Observatoire régional de l'emploi, de la formation et des qualifications (**Orefq**)
Midi-Pyrénées	**Carif-Oref Midi-Pyrénées**
Nord-Pas-de-Calais	Centre régional de ressources pédagogiques et de développement de la qualité de la formation (**C2RP**)
Pays de la Loire	**Carif-Oref Pays de la Loire**
Picardie	Centre d'analyse régional des mutations de l'économie et de l'emploi (**Gip Carmée**)
Poitou-Charentes	Agence régionale de la formation tout au long de la vie (**ARFTLV**)
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Observatoire régional des métiers (**ORM**)
Rhône-Alpes	Pôle Rhône-Alpes de l'orientation (**Prao**)

Septembre 2013

www.intercariforef.org
contact@intercariforef.org